

Enseignements d'ALNAP



L'ACTION HUMANITAIRE DANS  
LES URGENCES LIEES A LA SECHERESSE

OCTOBRE 2011

# LEÇON 1

## La sécheresse est un événement naturel récurrent dans de nombreuses régions. Les organisations humanitaires peuvent accroître leur efficacité en tenant compte de cette réalité dans leur programmation.

Dans de nombreuses régions du monde, la sécheresse extrême est un phénomène récurrent. Au Sahel, dans la Corne d'Afrique et ailleurs, il est possible que les sécheresses deviennent de plus en plus fréquentes et intenses.<sup>1</sup> La Corne d'Afrique a connu des sécheresses en divers endroits dans huit des dix dernières années, qui ont touché 67 millions de personnes (ECB/ACAPS, 2011)<sup>2</sup>. Ces sécheresses surviennent souvent dans des contextes où les conflits, les prix élevés des denrées alimentaires, et les restrictions qui pèsent sur les stratégies de subsistance traditionnelles ont déjà appauvri de vastes couches de la population. Dès lors, la sécheresse peut déclencher – voire considérablement intensifier – des catastrophes humaines à grande échelle.

### Dans certains pays, les gouvernements abordent les questions structurelles à long terme qui muent les sécheresses en situation d'urgence.

Dans la Corne d'Afrique, les gouvernements œuvrent avec les bailleurs de fonds et les agences de mise en œuvre pour éliminer l'écart entre la réponse d'urgence et le développement, par exemple en mettant en place des dispositifs de sécurité et des programmes de protection sociale (Mousseau et Morton, 2010). Au lendemain de la sécheresse survenue dans la Corne d'Afrique en 2005/06, les bailleurs sont restés sur le terrain pour soutenir les efforts visant à intégrer la prévention et la réponse en cas de catastrophe, et ont financé des réponses de secours et de redressement pluriannuelles dans la Corne d'Afrique, affectant notamment davantage de fonds à la sécheresse de 2008/09 par le biais des institutions de l'État (UE, 2010 ; ECHO, 2010a, ECHO, 2009). Pour autant, certaines politiques nationales continuent de limiter l'efficacité des interventions transfrontalières et pastorales. (Levine et coll., 2011). Certaines politiques, tel le cadre stratégique de l'Union africaine pour le pastoralisme en Afrique, nécessitent un soutien à l'échelon national pour contrer des décennies de politiques qui ont fragilisé les moyens de subsistance des pasteurs (Letai, 2011).

### Une réponse humanitaire efficace et adaptée peut être élaborée à partir d'un financement souple des programmes de développement.

Allié à de la volonté organisationnelle et des compétences, un financement souple permet aux programmes de développement de modifier leur cours temporairement pour s'intéresser aux effets de la sécheresse. En Éthiopie, le Programme d'assistance humanitaire de la Belgique a permis à la FAO de réaffecter les fonds de l'Initiative pour les revenus des pasteurs (IRP) au financement des interventions précoces en faveur de la santé des animaux lors de la sécheresse 2005/06 dans la Corne d'Afrique (Grunewald et coll., 2006a; Nicholson et coll., 2007). Oxfam à Wajir a à plusieurs reprises modifié ses objectifs, se détournant du soutien aux associations de commercialisation du bétail pour accroître les échanges avant la sécheresse, puis les aidant à réduire leurs cheptels dans l'urgence au paroxysme de la sécheresse, à procéder à des vaccinations d'urgence après la sécheresse pendant une flambée épidémique, avant de recentrer finalement ses efforts sur le soutien au commerce du bétail. Save the Children UK pour sa part a réussi à se servir des programmes de renforcement des capacités en Éthiopie comme d'un tremplin pour mener des interventions d'urgence. À long terme, réduire les retombées négatives de la sécheresse sur les moyens de subsistance requiert des interventions efficaces de développement qui s'attaquent aux causes de la pauvreté et de la vulnérabilité.

### Il est en outre possible d'apporter du soutien humanitaire en intensifiant les activités existantes.

De plus en plus, les stratégies nationales de réponse aux catastrophes sont liées à des dispositifs de sécurité «productifs» pouvant être élargis en périodes de stress alimentaire (Slater et coll., 2011). En Éthiopie, le Dispositif de sécurité productif (PSNP selon le sigle anglais) a une provision pour aléas de 20% prévue en cas d'urgences lorsque la situation l'exige (Grunewald et coll., 2006b).<sup>3</sup> Le Dispositif peut dès lors fonctionner comme une intervention d'urgence : les évaluations ont montré que, après la sécheresse de 2008, les bénéficiaires du PSNP avaient plus de chances que les non-bénéficiaires d'avoir accru leur consommation et leur capital-bétail (Hoddinott et coll., 2009). Recourir ainsi à des programmes existants est susceptible de réduire de manière significative les délais de démarrage en cas d'urgence (ECHO, 2010b; SCUK, 2011a; Longley et Wekesa, 2007) et d'accroître la résistance des structures locales et leur

<sup>1</sup> Voir CRED, 2011 ; Oxfam, 2011, mais également Catley, 2011.

<sup>2</sup> Ce chiffre représente le total des populations affectées dans chaque événement de sécheresse. Les mêmes individus, s'ils sont touchés dans deux événements séparés, sont comptés deux fois.

<sup>3</sup> En fait, les dispositifs de sécurité – en particulier lorsqu'ils sont utilisés de façon isolée – sont dans une certaine mesure plus efficaces en tant que réponses d'urgence qu'en tant qu'interventions de développement à long terme. Selon les évaluations du PSNP, les bénéficiaires du PSNP risquent fort de ne pas progresser vers des moyens de subsistance plus durables à moins que le programme ne soit couplé à d'autres mesures conçues pour réduire la vulnérabilité à long terme (Banque mondiale, 2010; DFID, 2006c).

capacité à faire face aux sécheresses futures (ACCORD/Cordaid, 2010; Oxfam, 2009).

### **Les agences qui sont actives dans les régions sujettes à la sécheresse devraient s'assurer qu'elles sont prêtes à répondre à une sécheresse.**

Outre la souplesse dans les financements et la volonté, les compétences et l'aptitude à « changer de cap », les agences qui ont une présence à long terme dans les régions sujettes à la sécheresse devraient fonder leur programmation sur une gestion des sécheresses cycliques, des analyses conjointes pour identifier les occasions d'intervention, et des contrôles de l'état de préparation, notamment la préparation d'interventions pouvant être immédiatement déployées pour supprimer d'avance certains des obstacles qui retardent les réponses d'urgence (Levine et coll., 2011; PACAPS, 2009).

### **Les agences actives dans les zones touchées par la sécheresse peuvent intégrer avec succès la programmation d'urgence aux initiatives à plus long terme en collaborant avec des acteurs locaux.**

La programmation d'urgence a plus de chance de réussir lorsqu'elle est menée en partenariat avec des acteurs locaux, qui peuvent utiliser leurs réseaux, leurs savoirs et leur expérience (Ali et coll., 2005; Aklilu et Wekesa, 2001). Les travaux d'Oxfam en Mauritanie avec un partenaire local qui avait un programme permanent de développement des moyens de subsistance en témoignent. Parce que ce partenaire comprenait les schémas locaux de moyens de subsistance, Oxfam a pu intervenir en augmentant les prêts accordés aux propriétaires de magasins, ce qui a eu pour effet de maintenir les prix des denrées alimentaires bas. Dans la communauté avoisinante, les efforts menés ont moins réussi parce que les interventions ont privilégié la production alimentaire en sous-estimant la dynamique de l'appartenance des terres et des récoltes aux élites locales (Oxfam, 2004).

### **Maintes populations qui vivent dans des régions sujettes à la sécheresse ont mis en place des stratégies leur permettant de faire face aux sécheresses. Le meilleur moyen d'aider ces populations est de soutenir et d'améliorer ces stratégies.**

Nous disposons de données qui prouvent que, correctement menées, les interventions qui soutiennent les « stratégies d'adaptation » non seulement sauvent des vies humaines et des moyens de subsistance, mais peuvent aussi favoriser plus de résistance et plus de cohésion au sein des communautés (Bekele et Akumu, 2009; Steglich et Bekele, 2009). C'est la démarche adoptée par les interventions pour augmenter les moyens de subsistance dans le Triangle de Mandera et dans le sud de l'Éthiopie (ELMT / ELSE), qui ont revigoré l'autorité coutumière, mis à profit les connaissances autochtones, et ont mieux tiré parti des évaluations d'impact participatif (Nicholson et Desta, 2010; Boku, 2010). CARE a constaté que les interventions mises en œuvre sous les auspices de ces structures avaient plus de succès et avaient plus de chances d'être reproduites spontanément. En même temps, les humanitaires devraient reconnaître que de nombreuses communautés, notamment les communautés pastorales, connaissent une mutation rapide. Ceci entraîne une grande diversification et l'urbanisation des moyens de subsistance dans maintes zones touchées par la sécheresse. Les organisations internationales doivent faire des efforts pour que leur action reste pertinente par rapport aux changements qui s'opèrent dans les communautés pastorales, et ne pas se polariser exclusivement sur les interventions axées sur l'élevage (FICR, 2011).

## LEÇON 2

**Une alerte précoce est cruciale dans la réponse aux situations provoquées par la sécheresse. Une alerte précoce efficace est sensible aux changements dans les moyens de subsistance des populations vulnérables, et est liée à des mécanismes de réponse initiale.**

### **Compte tenu des longs délais souvent requis pour mettre sur pied des réponses d'urgence, une alerte précoce est cruciale.**

Faute de financement souple et de projets pouvant être mobilisés immédiatement, il s'écoule souvent au moins quatre mois entre l'alerte précoce et la mise en œuvre (PACAPS, 2009; SCUS, 2009; ODI/CARE, 2010; Grunewald et coll., 2006a). Il

aura fallu quatre à six mois à la Société de la Croix rouge éthiopienne (SCRE) pour devenir opérationnelle dans les régions touchées par la sécheresse en Éthiopie lors de la sécheresse de 2008/09 (Majid, 2011). À Afar, cinq mois se sont écoulés entre l'élaboration de la proposition et l'approbation des bailleurs de fonds, et deux mois de plus pour engager et former le personnel (Bekele, 2010). Si les alertes ne sont pas lancées suffisamment tôt, des moyens de subsistance – et tout particulièrement les moyens de subsistance qui dépendent de l'élevage – ont déjà été perdus dans certains cas de manière irréversible. En revanche, agir tôt peut sauver des moyens de subsistance, et ce à un coût très limité ; SCUS a constaté que la mise en relation d'un pasteur avec un commerçant afin de réduire son cheptel coûtait 1 USD, et que cette transaction assurait de la nourriture pour deux mois, ce qui aurait autrement coûté 97-165 USD par le biais d'un programme d'aide alimentaire (Abebe et coll., 2008).

### **Les systèmes d'alerte précoce sont de plus en plus rigoureux, transparents et efficaces...**

Les systèmes d'alerte précoce (SAP) utilisent désormais tout un éventail de moyens de communications et de technologies par satellites, et font appel à des indicateurs de résultats objectifs liés à des phases humanitaires nettement définies. Le degré croissant de consensus autour de ces indicateurs et de ces phases permet d'améliorer la prise de décision (RHVP, 2007). L'utilisation pour la première fois des phases « imminent » et « risque d'aggravation » dans le cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC) devrait faciliter des réponses plus précoces. Les systèmes d'alerte précoce avaient averti d'une détérioration des conditions en raison de graves sécheresses dans la Corne d'Afrique en 2005/06, 2008/09 et 2010/11, et ce dès un an avant que ces catastrophes n'atteignent des proportions de crise (FICR, 2011).

### **...toutefois, dans certains cas, les indicateurs appropriés continuent de faire défaut, notamment en ce qui concerne les moyens de subsistance pastoraux.**

Il est primordial que les SAP soient conçus de façon à comprendre les signaux propres aux moyens de subsistance locaux. Les évaluations du Niger en 2004/05 et du Malawi en 2002/03 ont permis de constater que sous-estimer l'impact des prix élevés sur les foyers pauvres entraînait une réponse tardive (IRAM, 2006). Il n'est pas nécessaire que la malnutrition aiguë atteigne des niveaux d'urgence ou de crise pour déclencher une réponse initiale lorsque des données historiques et saisonnières adéquates sont disponibles pour détecter tout écart significatif de la normale. Malheureusement, la plupart des systèmes ne sont pas assez sensibles, et la malnutrition sévère ou les « preuves irréfutables » de la crise apparaissent lorsqu'il est trop tard pour l'enrayer. À ce stade tardif, les indicateurs nutritionnels ne fournissent pas d'alerte précoce.<sup>4</sup> Pour les populations pastorales, on peut compter parmi les indicateurs de surveillance utiles : la condition physique du bétail ; les taux de fécondation du bétail ; la production laitière et la disponibilité du lait ; les flux de population, leur ampleur et leur région d'origine ; et les conflits (FEWSNET/FSNAU, 2011a). Lorsque les indicateurs sont sensibles aux moyens de subsistance et aux conditions sur le terrain, et sont en mesure de prendre compte des délais potentiels de démarrage des programmes, ils ont le potentiel de servir de « déclencheurs » pour les interventions non alimentaires (Levine et coll., 2009). Cependant, pour être réellement efficaces en tant que mécanismes déclencheurs, ces indicateurs devraient parvenir au même degré d'accord global que celui qui a été atteint par les phases de l'IPC (qui concerne principalement les aliments et la nutrition).

### **Il est essentiel que l'alerte précoce soit systématiquement liée à la réponse initiale.**

Diverses contraintes d'ordre politique, organisationnel et financier entravent régulièrement une réponse rapide et efficace à une alerte précoce (Levine et coll., 2011 ; ODI/REGLAP, 2009). Au Kenya, l'alerte précoce à une sécheresse menaçant les vies humaines et les moyens de subsistance fut lancée dès novembre en 2008 et 2010, mais le gouvernement kenyan n'a pas lancé d'appel public avant juin 2009 et 2011, respectivement (IRIN, 2011 ; KRCS, 2011 ; ODI/REGLAP, 2009). De même, les flambées épidémiques qui ont touché le bétail lors de la sécheresse de la Corne d'Afrique de 2005/06 n'ont pas été reconnues par les gouvernements de Tanzanie et du Kenya, empêchant une réponse adéquate en temps voulu (Oxfam, 2010 ; Nicholson et coll. 2007). Les bailleurs sont parfois peu enclins à libérer des fonds tant qu'ils n'ont pas la preuve qu'une catastrophe humaine est bel et bien en train de se dérouler (Oxfam, 2011b). Et même lorsque des fonds sont disponibles, un manque de préparation organisationnelle peut entraver leur utilisation effective : l'Initiative de gestion de la sécheresse au Kenya financée par l'UE, qui comprend des réserves pour aléas, est prometteuse, mais l'action qu'elle a lancée contre la sécheresse de 2008/09 fut retardée faute de projets pouvant être immédiatement déployés en matière de réponse non alimentaire et en raison d'une faible coordination entre l'échelon national et le terrain.

<sup>4</sup> Bien que les indicateurs nutritionnels puissent contribuer à déterminer l'échelle ou le choix des interventions (Young et Jaspars, 2009 ; Longley et Wekesa, 2007).

# LEÇON 3

Si les évaluations des besoins sont de plus en plus coordonnées et rigoureuses, elles continuent malgré tout à se polariser sur la production agricole, et attachent souvent trop d'importance à l'insécurité alimentaire.

## Les évaluations des besoins sont de plus en plus coordonnées et rigoureuses, ce qui accroît la confiance des bailleurs de fonds.

Les évaluations continues des Comités d'évaluation de la vulnérabilité (VAC selon le sigle anglais) en Afrique australe offrent un bel exemple de ce qui peut être réalisé. En 2002, les VAC ont coordonné plus de 36 agences possédant une expertise multisectorielle (gouvernement, ONG locales et internationales, ONU et donateurs), dans six pays. Parce que les agences, bailleurs y compris, percevaient les résultats comme fiables, la réponse (en l'occurrence largement sous forme d'aide alimentaire) fut rapidement dotée de ressources et mise en œuvre, contribuant ainsi à enrayer une souffrance humaine à grande échelle (DEC, 2004; PAM, 2003a).

## Les évaluations – à l'instar des systèmes d'alerte précoce – doivent porter leur attention sur les besoins de groupes dépendant de divers moyens de subsistance.

De plus en plus, les évaluations préliminaires établissent une distinction entre les différentes zones de moyens de subsistance, et déterminent les indicateurs d'alerte précoce appropriés (LIU, 2008). Mais tandis que le Système d'alerte précoce au Niger examine les vulnérabilités dans diverses zones de moyens de subsistance, les estimations officielles d'insécurité alimentaire reposent sur le bilan alimentaire du ministre de l'Agriculture, ce qui a contribué à fournir une réponse inadaptée aux besoins des pasteurs lors de la sécheresse de 2009/10 (Koch, 2010). Dans la région d'Afar, en Éthiopie (2008), le moment choisi pour les évaluations agricoles n'a pas permis d'appréhender la dégradation des moyens de subsistance pastoraux qui s'était manifestée deux mois auparavant (SCUK, 2009 ; 2010). Les agences sont de plus en plus sensibles au rôle des marchés dans les moyens de subsistance de la plupart des populations urbaines et rurales, aussi bien qu'au rôle critique que les marchés jouent pour les interventions en espèces. Les évaluations devraient donc inclure une évaluation rigoureuse du marché, ou en être assorties, afin d'analyser la fonction du marché (au lieu de simplement recueillir des données sur les prix) dans le temps, et inclure non seulement les denrées alimentaires, mais aussi le commerce dont les communautés dépendent pour gagner leurs revenus.

Les évaluations devraient accorder une attention particulière aux catégories démographiques et socioéconomiques marginalisées. Si la sécheresse touche tout le monde, ses conséquences sur les catégories les plus vulnérables, bien qu'extrêmement dévastatrices, sont souvent cachées. Les groupes particulièrement vulnérables lors de sécheresses précédentes comprennent les femmes et les enfants pauvres, les personnes âgées, les handicapés, les déplacés internes et leurs communautés d'accueil, les personnes vivant avec le VIH/SIDA et leurs familles, et les groupes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines. À Borana, en Éthiopie en 1999/2000, HelpAge International a observé que les personnes plus âgées se privaient de repas pour sauver les vies d'autres membres de la famille, en refusant la nourriture, en mangeant en dernier ou en préférant être abandonnées lorsque les familles émigrent. Étant donné que les enquêtes de nutrition ne portaient que sur les enfants âgés de moins de cinq ans, l'étendue véritable de la malnutrition a été sous-représentée. HelpAge a réussi à faire inclure les personnes âgées dans les enquêtes sur la nutrition. Bilan : pour la première fois, l'appel du gouvernement a mentionné les personnes âgées comme étant une priorité pour l'obtention de denrées supplémentaires, et au moins cinq interventions ont été menées pour s'attaquer aux besoins des personnes âgées (HelpAge International, 2001). Les études soulignent par ailleurs la vulnérabilité particulière des femmes et des filles dans maintes économies pastorales. Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables compte tenu des barrières culturelles empêchant les femmes de contrôler les ressources du foyer (PAM, 2010a ; Hampshire, 2009), et des agressions accrues à l'encontre des femmes lorsque les communautés pastorales éclatent (Grunewald et coll., 2006a). Les sécheresses successives engendrent de nouvelles catégories vulnérables, tandis que les familles perdent leurs cheptels et sont poussées hors de l'économie pastorale (Akilu et Catley, 2010). Cette évolution se solde par des niveaux croissants de populations pauvres, comprenant en grande partie des femmes et des enfants vivant aux abords des villes et des agglomérations (Steglich et Bekele, 2009). Les besoins des femmes ont plus de chances d'être représentés si des femmes sont incluses dans l'équipe d'évaluation (Islamic Relief, 2002 ; Concern, 2002).

**Les évaluations de la sécurité alimentaire donnent souvent lieu à une démarche « alimentation d'abord ». Or, les évaluations des moyens de subsistance décrivent de manière plus exacte l'impact de la sécheresse sur une gamme étendue de besoins vitaux interdépendants, et peuvent contribuer à des réponses plus précoces et plus adaptées.**

Même les évaluations les plus réussies, tels les VAC en Afrique australe (voir plus haut) ont encore tendance à se centrer de manière disproportionnée sur la sécurité alimentaire, ce qui peut mener à choisir des interventions inappropriées (Koch, 2010 ; SADC, 2005 ; DEC, 2004). En revanche, Save the Children UK s'est appuyé sur une évaluation des besoins basée sur les moyens de subsistance à Mandera, au Kenya (2009), pour préconiser un programme d'urgence intégré couvrant l'eau, le fourrage, les interventions axées sur le marché et la nutrition, en réponse à l'aggravation de la sécheresse. L'Éthiopie est également en train d'institutionnaliser une stratégie des moyens de subsistance dans son évaluation par le biais de l'Unité d'intégration des moyens de subsistance (LIU, 2007). Les évaluations des besoins doivent comporter des indicateurs sanitaires, sans quoi les interventions de santé et de nutrition non alimentaires risquent d'être inadéquates. En Éthiopie en 2002/03, les agences étaient mal préparées pour fournir des interventions sanitaires vitales telles que les vaccinations contre la rougeole, la distribution de vitamine A, la prévention et le traitement du paludisme, et l'eau salubre (REDSO, 2004).

## LEÇON 4

**La sécheresse a des effets nombreux et variés sur la vie des populations. Les agences devraient être prêtes à lancer des réponses multisectorielles, multi-pays afin de satisfaire les besoins véritables des populations touchées par la sécheresse.**

**La sécheresse présente des menaces multiples pour les vies et les moyens de subsistance – il ne s'agit pas uniquement d'une question de sécurité alimentaire.**

La sécheresse a souvent été perçue avant tout comme un problème de « sécurité alimentaire », et les interventions ont eu tendance à s'orienter vers la fourniture d'aide alimentaire. Toutefois, les agences sont de plus en plus conscientes du besoin de planifier en prenant en compte une gamme plus étendue d'interventions (Levine et coll., 2011). À mesure que notre compréhension de l'insécurité des moyens de subsistance et de l'alimentation évolue, les évaluations indiquent que l'aide alimentaire ne constitue pas la seule réponse possible aux déficits alimentaires et, dans bien des cas, n'est pas non plus la plus rentable ou la plus efficace (Harvey et Bailey, 2011 ; Pantuliano et Wekesa, 2008 ; PAM, 2007a ; Banque mondiale, 2005). Pourtant, la réponse humanitaire continue d'être dominée par l'assistance alimentaire, qui a représenté 50 – 70 % des appels humanitaires dans la Corne d'Afrique (en coût) depuis 2005, alors que les interventions axées sur les moyens de subsistance étaient inférieures à 15 % (GHA, 2011 ; DRMFSS, 2011). L'évaluation de la Décision régionale contre la sécheresse prise par ECHO lors de la sécheresse de 2008/09 dans la Corne d'Afrique indique que, si les bénéficiaires étaient reconnaissants de recevoir des aliments, ils avaient surtout besoin d'eau et de graines pour produire du fourrage et des récoltes (ECHO, 2010b). Mais tandis que les données et l'expérience accrues démontrent que des alternatives rentables existent, le système humanitaire dans son ensemble, y compris les gouvernements, reste lent à s'éloigner des réponses à la sécheresse axées sur l'aide alimentaire : les décisions prises au cours des sécheresses sont souvent motivées par la familiarité et l'aversion pour le risque (Grunewald et coll., 2006a).

**Les répercussions de la sécheresse sur les moyens de subsistance peuvent considérablement réduire la capacité des populations à survivre aux épisodes de sécheresse présents et futurs : dès lors, sauver les moyens de subsistance est une réponse vitale.**

Lorsqu'on sait suffisamment tôt qu'une sécheresse menace les moyens de subsistance, le moyen le plus efficace de sauver des vies est d'intervenir pour sauver les biens, protéger l'épargne et soutenir les réseaux sociaux, afin de faciliter l'accès des populations à la nourriture (Jaspars, 2006). En protégeant les moyens de subsistance en temps de crise, la réponse humanitaire peut sauver des vies (Sadler et coll., 2009 ; VSF, 2009 ; Burns et coll., 2008 ; ODI, 2006). Les réponses axées sur les moyens de subsistance empêchent en outre les populations de devenir plus vulnérables aux chocs futurs – aspect important partout où la sécheresse est un phénomène récurrent, et dont la régularité va croissante. De plus, ces interventions sont en général plus rentables que les distributions à grande échelle de denrées à un stade plus avancé dans la sécheresse.

Pour autant, si l'on constate une hausse significative du nombre d'interventions portant sur les moyens de subsistance depuis une décennie, notamment dans les zones pastorales, il n'existe aucun pas de Cluster «moyens de subsistance». Les interventions axées sur les moyens de subsistance ne sont pas considérées comme vitales, et en conséquence sont souvent reléguées au redressement précoce et ne sont pas priorisées pour le Fonds central pour les interventions d'urgence de l'ONU (Pantuliano et Wekesa, 2008). Lorsque des interventions visant à soutenir les moyens de subsistance ont lieu à un stade précoce dans la situation d'urgence, elles sont en général de petite envergure, et ne sont pas à la hauteur des besoins des populations touchées. L'échelle des interventions précoces, modeste par rapport aux besoins, est un problème persistant (Koch, 2010 ; Longley et Wekesa, 2007).

### **Les interventions efficaces lors des sécheresses sont souvent multisectorielles et requièrent de la collaboration entre diverses agences.**

La formation de groupements constitue une façon d'accroître la collaboration : ils permettent d'œuvrer de concert pour atteindre une masse critique, de s'appuyer sur les forces des uns et des autres, d'améliorer la coordination, et de faciliter l'apprentissage (Nicholson et Desta, 2010; Koch, 2010; Steglich et Bekele, 2009). Les groupements d'ONG observés pour la réponse à la sécheresse dans la Corne d'Afrique et au Niger ont facilité la programmation transfrontalière, étendu la portée des interventions monétaires, et ont contribué à intégrer les questions techniques en confiant à chaque agence une responsabilité au sein du groupement, par exemple la protection sociale, la redevabilité ou les interventions sur le bétail (Nicholson et Desta, 2010; Majid et coll., 2007). Néanmoins, la formation de groupements réussis demande du temps et ils ne sont efficaces que lorsque les agences membres ont des responsabilités clairement définies, de bons protocoles de communication et une gestion souple. Les courts délais dont disposent les projets d'urgence entraînent des taux de rotation de personnel élevés, ce qui fragilise le processus d'apprentissage (Nicholson et Desta, 2010). L'usage accru de sites web<sup>5</sup> pour partager les connaissances constitue un début, mais la concrétisation des apprentissages dans la pratique nécessite du temps et de l'engagement de la part du personnel (RELPA, 2010).

### **Pour être efficaces, les agences – notamment celles qui ciblent les éleveurs nomades ou transhumants - doivent souvent travailler au-delà des frontières.**

De plus en plus, les agences se lancent dans des programmes transfrontaliers, permettant ainsi des interventions parallèles et coordonnées ainsi que l'émulation des bonnes pratiques d'un côté à l'autre de la frontière. Une approche transfrontalière est particulièrement importante pour la prise en charge des maladies du bétail et la prévention des conflits. Selon l'ONG Save the Children US, le manque de coordination et de communication entre les services vétérinaires nationaux a limité l'impact des campagnes de vaccination au Kenya et en Éthiopie (Beyeda et Bereda, 2009).

## LEÇON 5

### **Une combinaison de stratégies ciblées est efficace, mais toutes les stratégies ne sont pas efficaces dans toutes les circonstances. Le ciblage des résultats doit être surveillé, et les agences doivent être prêtes à changer de stratégie en fonction de cette surveillance.**

Dans certains cas, la stratégie du choix des objectifs est déterminée par la nature de l'intervention. Les interventions nutritionnelles et sanitaires ont recours, par exemple, à des évaluations des besoins et des techniques de ciblage prescrites et standardisées. Toutefois, si les interventions requièrent la fourniture de biens tels que les denrées alimentaires, les graines ou le bétail, il existe souvent un large éventail d'options. Le ciblage peut être effectué par région (ciblage géographique), ou par groupe (ciblage administratif). Il peut consister à laisser les individus ou les familles décider eux-mêmes de participer ou non (autociblage), ou à laisser la communauté décider qui bénéficiera d'une intervention et qui n'en bénéficiera pas (ciblage communautaire).

### **La meilleure approche est souvent une combinaison de stratégies de ciblage, choisie selon les informations disponibles et les ressources en temps et en argent d'une agence.**

(PAM, 2006b ; BM/IFPRI, 2002). Bien effectué, le ciblage géographique (CG) permet de répertorier correctement le

<sup>5</sup> Des exemples de partage des savoirs dans les interventions pastorales et bétailières sont disponibles sur les sites [www.elmtrelpa.org/aesito/hoapn](http://www.elmtrelpa.org/aesito/hoapn), [www.disasterriskreduction.net/](http://www.disasterriskreduction.net/), [www.pastoralists.org/](http://www.pastoralists.org/) et dans la Programmation axée sur les moyens de subsistance et l'évaluation de l'impact dans les zones pastorales de la Corne d'Afrique.

plus grand nombre de foyers dans le besoin. Mal effectué, il peut donner lieu à l'inclusion d'un grand nombre de foyers moins nécessiteux. En outre, le CG dépend souvent de données secondaires qui ne représentent pas les villages et les foyers individuels et peuvent ainsi dissimuler des poches de populations démunies, comme ce fut le cas au Malawi en 2002/03 (PAM, 2006b).

### **Le ciblage et la distribution communautaires (CDC) présentent de nets avantages, mais ne sont pas efficaces dans toutes les circonstances.**

En effet, les communautés disposent souvent de plus d'informations sur leurs membres que ne peuvent recueillir les agences externes. Or, ces données peuvent servir à cibler les populations dans le besoin. En impliquant les communautés dans la prise de décision, l'appropriation et le suivi du processus et des résultats ont plus de chances de s'améliorer (CARE, 2011; Concern, 2006). Dans certains cas, la création de mécanismes communautaires peut renforcer le capital social et accroître la cohésion, qui à leur tour peuvent contribuer à sauver des vies et à protéger les moyens de subsistance (PAM, 2006b; Oxfam, 2002a). Le CDC peut aussi réduire les frais d'agence associés au ciblage administratif et à la distribution de vivres (PAM, 2006b; PAM, 2004a).

Toutefois, le CDC n'est pas efficace dans certains cas. Il se peut en effet que les communautés soient opposées à l'idée de cibler certains de leurs membres et pas d'autres (c'est souvent le cas dans les communautés pastorales – PAM, 2007a); ou bien qu'en prenant ces décisions elles-mêmes, elles aient le sentiment d'affaiblir les réseaux de partage et de redistribution en place (PAM, 2004a). Parfois, les communautés peuvent aller jusqu'à ne pas tenir compte des besoins des individus socialement marginalisés, même si ces personnes sont souvent les plus démunies. À titre d'exemple, les femmes et les personnes handicapées n'ont pas été prises en compte pour la participation aux programmes de vaccination du bétail lors de la sécheresse dans la Corne d'Afrique en 2010 (ECHO, 2010b).

### **La réussite des résultats de ciblage dépend de l'engagement du public, de la clarté des critères utilisés, et de la capacité à faire appel.**

Même si la décision finale de ciblage n'incombe pas à la communauté, les agences doivent consulter la population concernée et communiquer avec elle pour assurer un ciblage réussi. Si possible, les agences devraient commencer par la communication et la mobilisation sociale afin d'instaurer la confiance, la transparence et des moyens d'action responsables avant le démarrage de l'intervention (Majid et coll., 2007; Ali et coll., 2005). Les agences devraient consulter avant de prendre toute décision de ciblage, et devraient fournir une explication publique et transparente des critères appliqués pour le ciblage, l'identification et l'enregistrement des bénéficiaires (CARE, 2011). Elles devraient également mettre en place une procédure d'appel communiquée clairement aux communautés par divers mécanismes, dont les assemblées générales (CARE, 2011) : auprès de qui faire appel, comment procéder à un appel, et comment le demandeur en appel peut s'attendre à être traité (DFID, 2006b). L'accès des femmes et d'autres groupes marginalisés à la procédure d'appel est primordial, car les femmes sont souvent forcées par la pression sociale à ne pas se plaindre. Les appels doivent être documentés afin de suivre les affaires individuelles et de veiller à ce que certains groupes ne soient ni systématiquement exclus, ni favorisés.

### **Les agences devraient surveiller l'efficacité du ciblage, et être disposées à changer de mécanisme de ciblage si nécessaire.**

Le suivi devrait précéder la distribution, par la vérification d'un échantillon des récipiendaires de l'aide visés (VSE, 2009; Brewin, 2010), et devrait se poursuivre pendant toute l'intervention. Les agences devraient être disposées à changer leur stratégie de ciblage si le suivi indique que les stratégies en place ne sont pas efficaces. L'adaptation des principes directeurs devrait être encouragée (et non pénalisée), et bien documentée afin de promouvoir la transparence (DFID, 2006b; Oxfam, 2002a).

## LEÇON 6

**De plus en plus, les humanitaires rendent compte de leurs actions devant un ensemble plus important de parties prenantes. Si ces démarches de redevabilité peuvent améliorer l'efficacité des programmes, un long chemin reste à parcourir.**

La redevabilité humanitaire est la conception et la mise en œuvre de programmes pour assurer que les points de vue des



parties prenantes sont pris en compte, et que ces parties prenantes peuvent tenir l'agence de mise en œuvre responsable de ses actions.<sup>6</sup> Ce sujet fait l'objet d'une attention accrue depuis quelques années, le nombre d'initiatives menées par les membres liées à divers aspects de la redevabilité étant en hausse. Davantage d'agences utilisent des mécanismes de plaintes (CDA, 2011), et le nombre d'évaluations a augmenté.<sup>7</sup> S'il n'est pas représentatif, le *Participatory Impact Project* de l'université Tufts a facilité l'application de l'évaluation participative d'impact (EPI) aux interventions sanitaires humaines d'urgence et aux interventions d'urgence liées au bétail (VSF, 2009; Abebe et coll., 2008; Bekele et Abera, 2008).

L'élan en faveur d'une redevabilité accrue a des origines diverses. Sur le terrain, maints travailleurs humanitaires ont le sentiment que les attentes des bailleurs de fonds en matière de contrôle et de redevabilité se sont élevées (Buchanan Smith et Scriven, 2011). De même, maintes agences, pour lesquelles la redevabilité constitue une « valeur » importante (Davis, 2007; Bainbridge, à paraître) deviennent plus expérimentées dans la création de systèmes, et elles montent en puissance. Les évaluations de la réponse à la sécheresse indiquent que, lorsqu'elles sont mises en œuvre efficacement, les démarches qui accentuent le rôle de la responsabilité envers les populations touchées par des catastrophes améliorent leurs relations avec les populations locales (UNOCHA, 2011b; Ali et coll., 2005) et accroissent l'efficacité des opérations humanitaires (FAO/Cordaid, 2010, ECHO, 2006a). Pourtant, les bénéficiaires sont souvent moins optimistes quant à l'efficacité de ces mécanismes (Banos Smith, 2009).

### **Les bailleurs devraient veiller à ce que leur besoin de demander aux agences de justifier de l'emploi des fonds ne diminue pas l'impact de la réponse humanitaire.**

Les agences humanitaires ont une multitude de comptes à rendre, et le risque persiste que la redevabilité « vers le haut » ne reporte la responsabilité sur d'autres parties prenantes, notamment sur les bénéficiaires (SCHR, 2009). Les agences opérationnelles ont fait valoir qu'une redevabilité pesante et les impératifs de présentation de l'information sur les fonds des bailleurs poussent le personnel opérationnel à consacrer un temps disproportionné aux « calendriers, matrices des cadres logiques et budgets » (Banos Smith, 2009). Outre son coût en temps, la responsabilité devant les bailleurs – ou plutôt, l'anticipation que tout échec entraînera une réduction du financement – peut dans certains cas diminuer la capacité des dirigeants à lancer des stratégies innovantes ou à prendre des risques (Buchanan Smith et Scriven, 2011). Les bailleurs pourraient aborder ces enjeux en contribuant à des fonds communs pour réduire la quantité de comptes rendus à rédiger, et en clarifiant leur attitude envers le risque et l'échec. Dans certains cas, il pourrait être plus efficace pour les bailleurs d'adopter « l'approche globale » et d'étudier l'impact combiné de plusieurs actions liées entre elles, plutôt que d'espérer que chaque action soit un succès individuel.

### **La montée des actions coordonnées demande que les organisations humanitaires élaborent des mécanismes de redevabilité collective et multiagences.**

Les programmes humanitaires réussis – et notamment ceux qui s'attaquent aux sécheresses – nécessitent des niveaux élevés de coopération entre les agences. Même dans les situations où les agences interviennent séparément, les populations touchées ne font souvent pas la différence entre elles (Featherstone, 2011). Dès lors, le besoin de mécanismes de responsabilité collective va croissant, par lesquels toutes les agences dans un groupe sont conjointement responsables devant les bénéficiaires et sont aussi responsables les unes devant les autres (CDA, 2011; Featherstone, 2011). Aussi difficile que cela puisse être, la communauté internationale reconnaît de plus en plus le besoin de structurer la redevabilité conjointe au sein de groupements et d'autres groupes qui traitent de la réponse aux sécheresses. La Décision régionale contre la sécheresse de l'ECHO et l'initiative PLI d'USAID intègrent toutes les deux la redevabilité et l'apprentissage en tant que thème transversal, et affectent des ressources à leur réalisation.

### **On observe l'émergence d'un ensemble cohérent faisant la somme des meilleures pratiques en matière de responsabilité devant les populations touchées par des catastrophes.**

Les principales leçons tirées des efforts en cours d'amélioration de la redevabilité soulignent qu'il est important :

- D'expliquer clairement aux bénéficiaires de quoi les agences sont responsables : pour exercer ses droits, chacun dans la communauté devrait savoir à quoi il a droit, qui y a droit et pourquoi, et pendant combien de temps (FICR, 2005; CARE, 2004).
- D'assurer un consentement éclairé : lorsque les personnes fournissent des informations ou des avis, elles devraient comprendre tout le processus au moyen duquel les informations doivent être utilisées. Elles doivent en outre être conscientes des recommandations ou décisions éventuelles qui sont prises à partir de leur contribution (CDA,

<sup>6</sup> Adapté des principes directeurs du PRH (Partenariat pour la responsabilité humanitaire)

<sup>7</sup> Lors de la préparation du présent rapport sur les enseignements, l'auteur principal a examiné plus de 100 documents portant sur des évaluations et des enseignements rédigés entre 2006 et 2011, la vaste majorité d'entre eux provenant d'une seule région – la Corne d'Afrique.

2011).

- D'assurer que les mécanismes de redevabilité sont adaptés à la culture (Bainbridge, à paraître) : les agences doivent essayer d'aligner leurs propres mécanismes sur le mécanisme de redevabilité interne de la culture concernée, afin d'éviter la confusion et les activités redondantes. Les agences doivent veiller à ne pas reproduire les processus juridiques efficaces déjà en place (Banos Smith, 2009).
- Que les mécanismes existants ou nouveaux soient ouverts à tous, et qu'ils n'excluent pas par inadvertance certaines catégories de la population, notamment les femmes (Concern, 2006; SCUUK, 2005a). À titre d'exemple, lorsqu'elles dépendent de l'aptitude à lire ou à écrire, ou de l'utilisation de forums communautaires, certaines approches risquent de marginaliser davantage certains groupes. Des mécanismes plus inclusifs sont possibles en demandant aux groupes marginalisés de contribuer à leur élaboration, et en ajoutant des éléments visant à assurer un accès équitable (SCHR, 2009).
- D'instaurer des mécanismes de redevabilité cohérents et holistiques : les organisations devraient être responsables intérieurement, ainsi que responsables devant les bénéficiaires et autres parties prenantes (SCHR, 2009; Featherstone, 2010).
- De former le personnel et les partenaires des agences à la gestion et l'exploitation des mécanismes de redevabilité : la redevabilité devrait bénéficier du soutien et de la participation de la direction (CDA, 2011).

### **Pour que la redevabilité soit un instrument efficace d'amélioration de la programmation humanitaire, les organisations doivent mieux faire pour incorporer les données provenant de leurs opérations à tous les échelons, depuis la programmation sur le terrain jusqu'à la stratégie organisationnelle.**

Si l'expérience accumulée et la documentation, comme celle qui a été étudiée pour le présent rapport, démontrent qu'il existe des moyens efficaces de sauver des vies et des moyens de subsistance, le système humanitaire dans son ensemble, gouvernements y compris, demeure lent à s'éloigner des réponses « traditionnelles » à la sécheresse, souvent fondées sur l'aide alimentaire. Malgré les belles paroles sur les « données probantes » et le « rapport coût-efficacité », les décisions prises lors des sécheresses en 2009 (et en 2011 selon certains) sont toujours dictées par la familiarité et l'aversion pour le risque (Grunewald et coll., 2006a).

## LEÇON 7

### **Les agences humanitaires doivent œuvrer davantage en partenariat avec les gouvernements, assumant la responsabilité d'influencer la politique de gestion des catastrophes et muant la politique en pratique efficace.**

#### **Les actions du gouvernement sont décisives dans la manière dont la sécheresse touche les populations vulnérables.**

Si un gouvernement n'est pas disposé à agir à partir d'informations donnant une alerte précoce, la sécheresse peut se solder par une famine (BCHA, 2011b ; IRAM, 2006). La réticence des milices locales à reconnaître la famine en Somalie, et leur limitation des mouvements de population, est une des causes citées de la famine de 2011 (BCHA, 2011b). En revanche, le changement de gouvernement au Niger en 2010, suivi de sa demande rapide d'aide contre la sécheresse, a en grande partie influencé une réponse positive et plus élevée du Processus d'appel global (ACF, 2011). De même, le rôle préventif du gouvernement, notamment les dispositifs de sécurité préexistants, et une bonne coordination avec la communauté humanitaire en Éthiopie se sont traduits par une réponse plus opportune et plus adaptée, et moins de pertes de vies humaines (Carr, 2011). Si le rôle du gouvernement est crucial dans la plupart des réponses humanitaires, il est particulièrement important dans la réponse à la sécheresse, qui demande une programmation multisectorielle à plus long terme. Faute de niveaux élevés de communication entre les acteurs internationaux et gouvernementaux, les activités transfrontalières du projet Moyens de subsistance renforcés dans le Triangle Mendera (ELMT) ont été en fin de compte mises à mal (Nicholson et Desta, 2010).

### **Lorsque le gouvernement assume un rôle de leader dans la réponse à une catastrophe, l'ONU et les autres acteurs humanitaires internationaux devraient redéfinir leurs rôles sous peine de créer des structures parallèles et incohérentes.**

Bien que les structures de coordination soient souvent créées par des agences internationales pour répondre à leurs propres besoins de coordination (GPPi/URD, 2010b ; USAID, 2003; DEC, 2004), la priorité numéro un des acteurs internationaux dans une réponse à la sécheresse devrait être de renforcer les structures nationales qui existent déjà et combler les lacunes le cas échéant (GPPi/URD, 2010a; Grunewald et coll., 2006a). Les acteurs humanitaires peuvent faire une différence en fournissant de la coordination et du soutien dans des domaines techniques précis tels que les transferts monétaires, et en attirant l'attention du gouvernement sur les populations négligées par le biais de la défense conjointe des droits (voir ci-dessous).

### **Lorsque les gouvernements n'agissent pas (ou pas efficacement) pour lutter contre la sécheresse, les acteurs humanitaires devraient promouvoir une réponse appropriée et, le cas échéant, renforcer la capacité des homologues du gouvernement.**

L'échec du gouvernement à réagir peut, dans certains cas, refléter les préjugés sociétaux généralement nourris à l'encontre des groupes marginalisés. Certains groupes ethniques ou de moyens de subsistance, tels les pasteurs, risquent d'être touchés par la sécheresse de manière disproportionnée, en partie parce qu'ils n'ont pas bénéficié du développement (Mousseau et Morton, 2010). Dès lors, les acteurs humanitaires devront éventuellement faire pression sur les gouvernements non seulement pour assurer une réponse d'urgence adéquate dans les régions à populations marginalisées, mais aussi pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents, souvent liés à la politique du gouvernement, qui entraînent une vulnérabilité accrue à la sécheresse (Nicholson et Desta, 2010; DEC, 2004). Tant la Décision régionale contre la sécheresse financée par ECHO que l'initiative régionale Moyens de subsistance renforcés dans les zones pastorales financée par USAID par le biais du *Regional Livelihoods and Advocacy Project* (REGLAP) mettent fortement l'accent sur la promotion de politiques et d'interventions pastorales appropriées dans la Corne d'Afrique, influençant à la fois les pratiques des bailleurs de fonds que celles des gouvernements (Mousseau et Morton, 2010). Les agences du DEC ont reconnu que des occasions de promouvoir les droits avaient été manquées lors de la crise de 2002/03 en Afrique australe. L'équipe d'évaluation du DEC a préconisé que la promotion des droits fasse partie de la description de poste de tout facilitateur du DEC envoyé sur le terrain dans une urgence (DEC, 2004). Bien que peu d'évaluations existent de l'efficacité de la promotion des droits, il semble qu'une promotion des droits efficace demande des objectifs clairs, de la clarté quant à savoir qui doivent cibler les messages de promotion des droits, et une stratégie coordonnée impliquant diverses parties prenantes (Nicholson et Desta, 2010).

Parfois, le problème n'est pas le manque de volonté, mais le manque de capacité. Les interventions portant sur les moyens de subsistance effectuées grâce au soutien direct des gouvernements en 2008/09 ont été paralysées par une mauvaise planification centralisée et un manque de communication avec les autorités des districts. Bilan : des interventions sur le bétail tardives et inadaptées, et une perte de confiance des pasteurs en leur gouvernement (ECHO, 2010a). Dans la mesure où elles sont les institutions de plus en plus responsables de la gestion du risque de sécheresse, les évaluations exigent que les agences internationales soient plus actives dans le renforcement des capacités (Mousseau et Morton, 2010; ECHO, 2009).

### **S'inspirant des principes humanitaires, les agences devraient s'impliquer à tous les échelons, y compris dialoguer avec les chefs coutumiers, voire les commandants militaires locaux.**

L'état de préparation et la réponse à la sécheresse requièrent un renforcement des liens reposant sur la participation, le partenariat et les activités conjointes (ACCORD/Cordaid, 2010). L'organisation *Horn Relief*, qui mène une action à long terme en Somalie, a pu distribuer des espèces à des dizaines de milliers de victimes de la sécheresse en obtenant, au fil de délicates négociations, l'aval des commandants militaires locaux et celui des chefs coutumiers, qui ont accepté de ne pas « taxer » le secours. Voilà qui démontre que, même lorsque les gouvernements sont faibles et les risques sécuritaires élevés, la fourniture des secours en argent en fonction des besoins est possible.

### **Lorsque les contraintes d'ordre sécuritaire l'exigent, il est toujours possible grâce à la télégestion de permettre aux agences d'apporter l'assistance humanitaire, mais les risques liés à cette démarche doivent être gérés.**

La télégestion nécessite des relations solides, bâties sur la confiance, et une bonne communication avec les partenaires nationaux et les membres du personnel qui travaillent souvent dans des milieux très hostiles pour distribuer l'aide (Ali et coll., 2005). Les internationaux qui ne sont plus en poste dans le pays risquent d'avoir une perspective faussée de l'insécurité, et le personnel d'encadrement qui n'est pas formé à la gestion à distance risque de ne pas fournir

suffisamment d'informations à leurs homologues nationaux sur le terrain. Par ailleurs, une attention accrue accordée à la responsabilité vers le haut devant les bailleurs de fonds risque d'être assortie d'une responsabilité vers le bas moindre que de coutume devant les bénéficiaires (*Humanitarian Outcomes*, 2010). La distribution des secours en espèces par l'intermédiaire de partenaires locaux en Somalie en 2006 fut considérée comme réussie grâce à une formation intensive dispensée au début, des ressortissants solides dans les postes de leadership clés, et un partenariat efficace (Majid et coll., 2007).

## LEÇON 8

La coordination est fondamentale à la réponse à la sécheresse. Elle est efficace lorsque les objectifs sont clairs, les bons acteurs impliqués, et les ressources engagées pour assurer son succès.

### La coordination renforce la capacité des organisations à répondre de manière appropriée.

La coordination de l'évaluation, de l'analyse et de la promotion des droits permet à de multiples acteurs d'obtenir une interprétation cohérente et logique de la situation. Lorsqu'elle fait défaut, comme au Soudan en 1999 et au Niger en 2005, il peut y avoir un manque d'accord sur la réponse la plus appropriée, ce qui entraîne des retards dans la mise en œuvre. Mises sous pression, les agences risquent d'être poussées à choisir des réponses inadéquates (CARE et coll., 2005; DEC, 1999).

### La coordination améliore les réponses intégrées qui sont particulièrement importantes dans le cas des sécheresses.

La nature de maintes réponses à la sécheresse, notamment celles qui sont conçues pour protéger les moyens de subsistance et prévenir et réduire la malnutrition, rend la coordination particulièrement importante. Ces interventions doivent être intégrées, couvrir des secteurs multiples (eau, santé et alimentation tant pour les enfants que pour les animaux), être saines sur le plan technique et parvenir à une bonne couverture sans sacrifier la qualité. (ECHO, 2004; Duffield et coll., 2004). Une intervention conjointe de Vétérinaires Sans Frontières (VSF) et SCUUK en matière de nutrition lors de la sécheresse à Mandera (2008/09) a nécessité une coordination avec le ministère de la Santé de sorte que les mères puissent bénéficier des interventions de santé et des interventions de nutrition. Un projet de bons pour obtenir de la viande, du lait et des haricots aurait eu moins de succès sans les interventions sur le marché d'*Islamic Relief* et d'ACF ; la production de fourrage par CARE ; ou l'aide en matière de santé animale, de production laitière, de gestion et de commerce fournie aux pasteurs par VSF (SCUK, 2010; Shuria, 2010).

### La coordination exige des ressources humaines importantes, du temps et de l'engagement. Les agences devraient avoir des objectifs clairs en matière de coordination.

La coordination doit constituer une priorité dans les plans d'activité et les propositions de financement (GOK/KFSM, 2001). Au Kenya en 1999/2000, le chef du programme d'Oxfam a consacré plus de 50% de son temps à la coordination. En conséquence, Oxfam a été en mesure d'influencer la politique et la programmation en matière d'alerte précoce, de coordination et de réponse d'urgence (Jaspars, 2006).

## LEÇON 9

Une quantité croissante de données met l'accent sur les réponses monétaires comme alternatives crédibles et préférables à l'assistance en nature lorsque les biens sont disponibles et abordables. De plus en plus, mais pas toujours ni partout, les agences et les bailleurs privilégient la réponse « transferts monétaires avant tout » dans les crises vivrières et alimentaires.

## L'argent a de nombreuses applications dans la réponse à la sécheresse.

(Harvey et Bailey, 2011; NORAD, 2011). Le recours aux transferts monétaires dans les réponses d'urgence s'est multiplié par cent au cours de la dernière décennie, et, dans la réponse à la sécheresse, a permis d'élargir l'accès à l'eau, aux graines et aux vivres, et de promouvoir des liens novateurs entre producteurs et consommateurs, par exemple grâce aux bons pour obtenir du lait et de la viande, ou à échanger contre des animaux pour soutenir les méthodes de repeuplement des cheptels (NORAD, 2011; Abebe et coll., 2008). Après la crise, lorsque les allocations en espèces sont suffisamment importantes, l'argent est plus vraisemblablement consacré au redressement, par exemple repeuplement, remboursement des dettes, ou investissement dans les activités rémunératrices pour fournir une source alternative de revenu (CARE et coll., 2005). D'autres données indiquent que les transferts monétaires agissent comme une incitation à la participation aux programmes sanitaires et nutritionnels, et que les subventions en espèces aux bénéficiaires des programmes peuvent atténuer des stratégies d'adaptation négatives qui limiteraient autrement l'efficacité de ces programmes, par exemple le partage d'aliments complémentaires ou thérapeutiques (Bailey and Hedlund, à paraître, Brewin, 2010; Poulsen et Fabre, 2010) (nous abordons plus en détail la nutrition et la santé plus bas).

## Une analyse attentive des marchés est essentielle au choix d'une réponse appropriée qui met en jeu les transferts monétaires.

Les réponses monétaires ne devraient avoir lieu que lorsque les biens sont disponibles. Il est impératif d'analyser et de suivre de près les marchés, et d'adapter la valeur des transferts ou de passer à la distribution en nature lorsque cela est nécessaire, afin d'assurer que l'argent fourni répondra aux besoins comme prévu et n'aura pas des effets indésirables sur le prix ou la disponibilité des biens (Oxfam, 2006b; Banque mondiale, 2006a). La disponibilité et les prix des denrées, des graines et des bêtes peuvent fluctuer considérablement entre saisons et régions, surtout entre les zones urbaines et les zones rurales (Oxfam, 2005). Comprendre la dynamique des importations, la consommation et identifier les biens indicateurs peuvent aider à interpréter les changements de prix et à informer le choix des réponses (FEWSNET/FSNAU, 2011a). Au cours de la sécheresse en Somalie, l'ONG *Cash Consortium* a collaboré avec FEWSNET/FSNAU pour surveiller le prix du riz rouge importé comme indicateur d'offre et de demande stables (Ali et coll., 2005).

## Pour assurer l'accès des pasteurs aux denrées alimentaires, les transferts monétaires sont peut-être un mode d'intervention plus utile que l'aide alimentaire en nature.

En effet, les pasteurs nomades et transhumants, qui forment souvent une forte proportion des populations touchées par la sécheresse, ont une relation bien développée avec les marchés en matière de troc et de vente des produits de l'élevage et d'achat de nourriture. L'argent liquide est facile à porter (Oxfam, 2006a; ECHO, 2002b), et – lorsque les denrées alimentaires sont disponibles sur les marchés – l'utilisation d'espèces et de bons permet aux pasteurs de continuer à se déplacer avec leurs troupeaux et à protéger la santé et la nutrition de leurs familles (ECHO, 2010b). D'usage plus souple, les espèces peuvent être utilisées de manières complexes et imprévues qui peuvent renforcer les communautés pastorales, notamment en soutenant les commerçants, les producteurs et les consommateurs, voire en donnant un nouvel essor à l'action caritative traditionnelle et aux prêts (Mattinen et Ogden, 2006).

## Les transferts monétaires sont souvent la forme de réponse la plus efficace, bénéficiant directement aux récipiendaires et à leurs communautés.

Versés suffisamment tôt, les paiements en espèces peuvent diminuer le besoin d'interventions coûteuses plus tard (voir aussi plus haut la réponse d'alerte précoce) (Pantuliano et Wekesa, 2008). Lorsque les marchés peuvent fournir assez de nourriture, et lorsque l'insécurité alimentaire découle d'un manque de pouvoir d'achat, les transferts monétaires s'avèrent un moyen plus efficace d'améliorer la consommation de nourriture et la diversité alimentaire (Bailey et Hedlund, à paraître; Oxfam, 2006b; Concern, 2006). La réduction des cheptels, autre forme d'intervention monétaire, bénéficie directement aux communautés grâce aux effets multiplicateurs. SCUS a constaté que lorsque des espèces étaient versées aux pasteurs, 70 % était dépensé dans les marchés et les services locaux (Bekele et Abera, 2008). *Horn Relief* a découvert que les transferts monétaires allégeaient la pression exercée sur le système du crédit, ce qui profitait également aux non-bénéficiaires (Majid et coll., 2007; Abebe et coll., 2008). Lorsque des bons d'achat d'aliments frais ont été fournis aux réfugiés dans les camps de Dadaab (2008-2011), SCUK et ACF ont observé une augmentation de l'offre d'aliments frais sur les marchés, ce dont bénéficiaient des familles en dehors des récipiendaires visés (SCUK, 2011b; Dunn, 2010).

## Les bénéficiaires, notamment les femmes, doivent être consultés pour savoir s'ils préfèrent des paiements en espèces plutôt que des distributions en nature, et pour savoir quels sont les moyens les plus sûrs et les plus efficaces d'effectuer les transferts.

(Ali et coll., 2005). Bien que les gens préfèrent souvent ce à quoi ils sont habitués (PAM, 2010b), on constate une hausse de la demande de transferts monétaires. En voyant les camions chargés d'aide alimentaire enlisés dans la boue lors de la réponse à la sécheresse de la FICR en Éthiopie (2008/09), les bénéficiaires ont posé la question : « pourquoi n'apportez-vous pas tout simplement de l'argent ? » (Majid, 2011).

**La combinaison de vivres et de transferts monétaires présente un double intérêt, tout en évitant les limites de chacune de ces formes de distribution, et une permutation est possible en fonction des changements des conditions du marché.**

À la suite des sécheresses au Swaziland et au Lesotho en 2007/08, la majorité des bénéficiaires ont préféré recevoir des espèces et de la nourriture plutôt qu'uniquement des espèces ou uniquement des aliments (SCUK, 2008a; Devereaux et Mhlanga, 2008). C'est aussi le cas pour les autres biens, comme les graines et le bétail. Au Malawi en 2005/06, la fourniture de l'aide alimentaire a répondu aux besoins de subsistance tandis que les aides en espèces ont permis aux bénéficiaires de satisfaire des besoins importants non alimentaires, tels que l'achat de savon, de médicaments et le paiement des frais scolaires (Concern, 2006). À Turkana, lorsque les prix étaient élevés, Oxfam a fourni des aliments contre le travail, en partie dans l'intention de faire baisser les prix. Plus tard, lorsque les prix étaient plus bas, Oxfam est repassé aux versements en espèces (Oxfam, 2002b).

**En mettant de l'argent dans les poches des femmes, on augmente les chances que cet argent soit dépensé au profit du foyer.**

(Brewin, 2010 ; CARE, 2011). Surveiller l'impact des distributions d'espèces sur la dynamique des sexes est crucial, car les décisions sur la manière de dépenser l'argent et sur l'identité des décideurs peuvent provoquer des conflits au sein des foyers. La fourniture de bons alimentaires aux femmes autochtones en Bolivie lors de la sécheresse de 2009 a assuré que les femmes (plutôt que les hommes) allaient plus fréquemment sur les marchés et avaient une plus grande influence sur les achats de nourriture (ACF, 2011).

## LEÇON 10

**L'aide alimentaire en nature a été utilisée dans la réponse à la sécheresse au détriment d'autres interventions souvent plus appropriées. Toutefois, lorsque la réponse est tardive ou que les vivres ne sont pas disponibles, l'aide alimentaire est importante pour sauver des vies.**

**L'aide alimentaire ne devrait pas être une réponse « par défaut » à la sécheresse.**

Dans leur bilan de la réponse à la sécheresse de 1999-2001 au Kenya, Akilu et Wekesa (2001) déclarent que, « au lieu d'être la première réponse, l'aide alimentaire devrait être considérée comme le dernier recours... la mesure à prendre quand toutes les autres ont échoué, ou quand rien d'autre n'a été fait pour s'attaquer à la crise ». Les humanitaires devraient résister à la « dépendance » institutionnelle de l'aide alimentaire (Grunewald et coll., 2006b). Lorsque le gouvernement local a demandé des denrées alimentaires pour répondre à la montée de la malnutrition, l'ERCS a dû déployer des efforts considérables pour démontrer qu'il s'agissait en fait d'un problème d'eau (FICR, 2011). L'aide humanitaire ne répond pas à beaucoup des besoins engendrés par la sécheresse (ECHO, 2010b), et n'est souvent pas le moyen le plus efficace de sauver des moyens de subsistance. L'aide alimentaire requiert des capacités de fourniture et de logistiques considérables. Dès lors, les risques de retards de livraison sont accrus (FICR 2011; Dunn, 2010; IRAM 2006), et elle risque de fausser les marchés des denrées locaux (Maunder, 2006), agissant comme une mesure dissuasive pour le secteur privé (Banque mondiale, 2005).

**L'aide alimentaire demeure le type d'aide humanitaire le mieux doté en ressources, au détriment d'autres réponses, surtout lorsque la réponse est tardive.**

(Pantuliano et Wekesa, 2008; Comité de pilotage, 2004; PAM, 2006a; C- SAFE, 2007). Comparant l'alimentation à d'autres interventions, une analyse des procédures d'appel inter institutions communes 2010/11 dans la Corne d'Afrique révèle que, tandis que l'aide alimentaire et la nutrition étaient en moyenne financées à 75 %, les moyens de subsistance et l'eau n'étaient financés qu'à hauteur de 37 % et 32 % respectivement (OCHA, 2011a). En même temps, à un coût important, l'intensification des interventions par des aliments à teneur énergétique élevée, tels les compléments alimentaires généralisés et l'usage préventif des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, ont empêché une détérioration du statut nutritionnel au Niger 2005/06 et 2009/10, dans ce dernier cas jusqu'à ce qu'une épidémie de paludisme ne provoque une hausse de la malnutrition (SCUK, 2010; Poulsen et Fabre, 2010).

**Minimiser les inconvénients potentiels et maximiser les avantages dépendent de la façon dont l'aide alimentaire est programmée et où elle est achetée.**

Pour sauver des vies, les rations générales doivent être adéquates en qualité, en quantité et dans la durée (Duffield et

coll., 2004). Les distributions d'aide alimentaire doivent être bien ciblées et réalisées au moment propice afin de ne pas coïncider avec les récoltes (Jere, 2007; Hammond et Maxwell, 2002). En outre, l'origine des denrées est importante : l'achat local de l'aide alimentaire a démontré ses retombées positives sur les marchés locaux et régionaux. Comme pour les transferts monétaires, la coordination et une analyse méthodique du marché permettent de réduire le risque que les achats locaux poussent les prix à la hausse (REDSO, 2004; PAM, 2003a). Des réserves, y compris en espèces, devraient être envisagées au cas où une rupture de canalisation menacerait la continuité de la consommation. Tel fut le cas dans le camp de réfugiés de Dadaab en 2008/09, lorsque l'ACF a utilisé la rupture d'une canalisation pour justifier la fourniture de nouveaux bons d'alimentation (Dunn, 2010).

**En stade de crise, les débats autour du caractère approprié de l'aide alimentaire ne devraient pas empêcher une réponse (aide alimentaire ou autre) qui est nécessaire pour sauver des vies humaines.**

C'est une des raisons avancées pour expliquer la réponse tardive au Niger en 2005 (PAM, 2006a; CARE et coll., 2005). Si retarder la discussion perpétue le statu quo, ces discussions ne devraient pas avoir lieu lorsque des vies sont en jeu.

## LEÇON 11

**Le travail contre rémunération (TCR) et le travail contre nourriture (TCN) peuvent s'avérer d'efficaces mécanismes de distribution, si le travail demandé est approprié et s'il ne perturbe pas le bon fonctionnement des stratégies d'adaptation.**

Les transferts alimentaires dans les catastrophes à survenue lente s'effectuent souvent en échange de travail. Les avantages et les inconvénients liés à la démarche « travail contre rémunération » (TCR) sont plus ou moins les mêmes que ceux pour la démarche « Travail contre nourriture » (TCN) (Harvey, 2007).

**Toute activité nécessitant une grande qualité de travail est probablement préférable en tant qu'activité complémentaire que comme condition préalable à la réception de l'aide.**

Parmi les facteurs nécessaires pour les démarches TCR et TCN figurent un niveau élevé de participation communautaire à tous les stades de conception et de mise en œuvre, un soutien technique approprié et l'assurance de la qualité. L'aide nécessaire ne peut pas être retirée simplement parce que la qualité du travail laisse à désirer (URD, 2007; PAM, 2007b).

**Les démarches TCN / TCR peuvent motiver les acteurs à investir dans des interventions sur des ressources naturelles non durables, dont la gestion des sols et de l'eau.**

Selon ELMT, les mécanismes TCR/TCN fournissent aux pasteurs la « motivation perverse » d'entreprendre des travaux sur des projets non durables relatifs à l'eau. Si ces projets n'avaient pas été soutenus par les démarches rémunération et nourriture, la communauté ne les aurait probablement pas soutenus (Nicholson et Desta, 2010; Nassef et Belayhun, 2011). En revanche, les stratégies plus durables exigent en réalité une contribution en main-d'œuvre ou en espèces provenant des communautés (Nassef et Belayhun, 2011).

**Les programmes de travail risquent d'empêcher les foyers pauvres de se consacrer à leurs propres activités productives.**

SCUK (2010) a utilisé des calendriers saisonniers afin d'éviter de planifier les programmes TCR/TCN durant les périodes de grande activité. En Éthiopie, au lieu d'être obligées de participer aux programmes TCR/TCN, les femmes suivaient une formation sur la nutrition : cette éducation contre rémunération a eu comme résultat non seulement d'améliorer la diversité alimentaire, mais aussi les pratiques d'alimentation des enfants (SCUK, 2005c). Une évaluation des programmes TCR/TCN en Éthiopie recommandait fortement de limiter le nombre d'heures requis par jour et de jours par personne pour un individu travaillant afin de recevoir sa ration (DFID, 2006b).

## LEÇON 12

### Les communautés dépendent de plus en plus des marchés durant les sécheresses. Les interventions innovantes visant à maximiser le potentiel des marchés à répondre aux divers besoins des populations peuvent avoir des avantages considérables.

Avec son cortège de prix alimentaires élevés et de conflits, une sécheresse peut créer de l'instabilité dans les marchés, ce qui rend la vie difficile aux personnes qui dépendent des marchés pour leur alimentation et leur commerce. Les pasteurs tout particulièrement souhaitent des marchés stables (ODI/CARE, 2010). Les interventions sur les marchés incluent l'augmentation du pouvoir d'achat des populations par les subventions en espèces et le crédit, la création d'une demande par la fourniture de bons, la vente subventionnée de vivres ou d'autres biens, dont le bétail, ou les mesures pour inciter le secteur privé à rendre les denrées alimentaires plus abordables. Parmi les autres démarches axées sur les marchés, citons en outre l'assurance basée sur un indice. L'Inde et le Bangladesh nous fournissent la plus longue histoire d'interventions sur les marchés ayant réussi à stabiliser les prix, et ce grâce à une combinaison de vastes stocks publics, d'importations commerciales du gouvernement et de la libéralisation des échanges, assortis de limites sur les stocks privés (Banque mondiale, 2005).

La combinaison de la sécheresse (qui entraîne une chute de la production alimentaire locale et des prix bas pour le bétail et les autres biens) et des cours internationaux élevés des denrées alimentaires peut concourir à mettre les denrées de consommation courante hors de portée de vastes groupes de la population. Dans certaines régions de Somalie, au cours de 2010/11, on a constaté une baisse de 82 % de la quantité de sorgho pouvant être achetée avec une journée de travail (FEWSNET/FSNAU, 2011b). Au Niger, Le Fonds commun des bailleurs est régulièrement utilisé pour vendre des dizaines de milliers de tonnes de denrées à des prix subventionnés, ce qui contribua à stabiliser les prix dans certaines parties du pays durant la sécheresse de 2009/10 (ACF, 2011; FEWSNET, 2010). À une moindre échelle, des bons d'achat de lait ont encouragé le maintien de l'approvisionnement laitier lors de la sécheresse de 2008/09 au Kenya, ce qui a maintenu les prix à des niveaux raisonnables mêmes pour les non-réceptaires (Shuria, 2010).

#### Lancées en temps voulu et à une échelle suffisamment grande, les stratégies axées sur les marchés peuvent rendre les autres interventions moins nécessaires.

En Namibie et au Botswana en 2002/03, l'aide alimentaire demandée par le gouvernement a été achetée et distribuée par le biais de fournisseurs commerciaux normaux, atténuant ainsi le besoin de la part de ces pays de lancer un appel à l'aide internationale (Mano et coll., 2003). Même au cours de la grave sécheresse de 2010/11, les marchés ont continué à fournir des aliments frais en échange de bons dans le camp de réfugiés de Dadaab, satisfaisant ainsi les besoins considérables en alimentation complémentaire des enfants en bas âge (SCUK, 2011b).

#### À grande échelle, les stratégies axées sur les marchés nécessitent le soutien du gouvernement et l'implication du secteur privé.

Pour ce faire, il faut réduire les cheptels commercialement, ce qui exige une planification soignée et une bonne communication avec les pasteurs (contrairement aux problèmes décrits à la leçon 13 ci-dessous). Les gouvernements ont le pouvoir de réglementer les prix et les marchés, les mouvements des denrées et les subventions, ou encore les tarifs et les taxes. Les politiques commerciales restrictives, accompagnées de programmes d'aide alimentaire à grande échelle, ont empêché les importations du secteur privé de contribuer de manière significative à l'approvisionnement en vivres en Éthiopie (Banque mondiale, 2005). La coordination avec les commissions de mise en marché des céréales et les associations de producteurs, les minotiers, les commerçants et les détaillants est importante pour évaluer la capacité, la volonté de coopération et les mécanismes de distribution (C-Safe, 2004). Le secteur privé ne s'engagera que s'il perçoit un avantage à le faire (Mano et coll., 2003).

#### Le crédit fait partie intégrante de nombreux moyens de subsistance, et notamment des moyens d'existence pastoraux.

Des institutions financières sont nécessaires qui, en fonction des groupes ciblés, soient conformes à la charia. Les groupements de production pastoraux (GPP) manquaient de capital pour acheter des animaux afin de satisfaire les engagements de production (Nicholson et Desta, 2010; Bekele, 2010). Des prêts accordés aux commerçants leur ont permis de payer les pasteurs immédiatement en échange de la reprise de leurs bêtes, au lieu de les payer plus tard, selon la méthode traditionnelle (Catley, 2007).



## LEÇON 13

Correctement menées, les interventions en eau peuvent s'avérer extrêmement efficaces. Toutefois, pour répondre à des normes minimales et être efficaces, elles requièrent une action précoce, une bonne planification et la participation des communautés d'usagers. Or, cela n'est pas caractéristique à l'heure actuelle des interventions humanitaires.

**Les sécheresses ont un impact considérable sur la disponibilité et la qualité de l'eau. Si des interventions en eau sont souvent nécessaires, elles sont très fréquemment tardives, faisant appel à l'option coûteuse du transport de l'eau par camions.**

Les interventions en eau dans les situations de sécheresse – surtout si elles s'accompagnent d'autres interventions – peuvent avoir un impact considérable sur la santé et les moyens de subsistance. La prévalence de maladies hydriques telles que la diarrhée, le typhus et les parasites intestinaux a été réduite de 85 % à la suite de l'intervention en eau d'*Agri-Service Ethiopia* (ECHO, 2010b). Privé d'eau, le bétail déjà affaibli mourut au cours d'interventions de réduction des cheptels mal planifiées en 2005/06 (ECHO, 2010a). Pour autant, il est rare que les interventions hydriques effectuées en temps utile soient suffisamment financées ou efficacement mises en œuvre (Nassef et Belayhun, 2011; Wekesa et Kanani, 2009; Schimann et Philpott, 2007; URD, 2007; COOPI, 2002). Au contraire, les agences ont de plus en plus recours au transport coûteux de l'eau par camion, avec des résultats limités en raison de la mauvaise qualité de l'eau fournie (Wekesa et Kanani, 2009). Des interventions par transport d'eau en camion bien ciblées ont permis d'approvisionner des écoles, hôpitaux et PDI au Kenya (Wekesa et Kanani, 2009).

**Dans l'idéal, en situation d'urgence, la priorité devrait être à la réhabilitation des points d'eau existants.**

(Nassef et Belayhun, 2011; Schimann et Philpott, 2007). Ces interventions prennent généralement plus de temps, mais reviennent moins cher (Wekesa et Kanani, 2009) et permettent d'éviter en général les risques associés au développement de nouveaux points d'eau.

**Lorsque le transport d'eau par camion est une réponse à la sécheresse, les agences devraient tenter de rechercher des solutions plus durables avant que la sécheresse suivante ne se produise.**

En 2010, La Croix rouge Kenya a achevé un projet hydrique qui permettait de relier le village de Takaba à un point de captage situé à 13 km. Lors de sécheresses en 2005/06 et 2008/09, Takaba avait nécessité le transport par camion d'eau provenant de sources situées à 140 km. Dans la sécheresse de 2010/11, le village n'a plus eu besoin de cette intervention coûteuse (FICR, 2011).

**Mal planifiées, les interventions en eau peuvent avoir des effets néfastes dans l'immédiat et à long terme. Dans les terres arides, l'eau est une ressource précieuse, et sa distribution a des retombées politiques, économiques et écologiques importantes.**

Durant la sécheresse qui a frappé le Kenya en 2008/09, *World Vision* a fourni de l'eau sous conduite à plusieurs points dans un village, dans un effort de décongestionner les points d'eau. Cette intervention fut critiquée par les pauvres, car l'eau était canalisée vers les membres les plus influents de la communauté (ECHO, 2010a). Plus généralement, des interventions pendant longtemps mal situées sur le plan géographique, et privilégiant l'apport de solutions « matérielles »<sup>8</sup> pour répondre aux besoins urgents en eau, se sont soldées par un usage hydrique non durable dans les zones arides (REGLAP/FAO, 2011; Schimann et Philpott, 2007). Dans certains cas, les projets hydriques ont par inadvertance encouragé de nouveaux peuplements dans des zones inappropriées. Les interventions mal planifiées peuvent également engendrer des conflits autour des ressources hydriques, notamment lorsque les projets hydriques ne tiennent pas compte des systèmes coutumiers de gouvernance (Nassef et Belayhun, 2011). En Éthiopie, les projets hydriques d'urgence menés par des ONG, dont la gestion a par la suite été reprise par des responsables du gouvernement, ont engendré des affrontements au sein des groupes ethniques Boran et Somali (Nassef et Belayhun, 2011).

<sup>8</sup> De plus en plus, les interventions en eau sont catégorisées comme nécessitant soit du « matériel », c'est-à-dire des interventions physiques telles que la construction de points de captage, de mares et de systèmes d'irrigation, soit de « l'intelligence », c'est-à-dire de la planification et de la gestion participatives, de la santé complémentaire et de l'éducation en matière d'hygiène et de santé.

### Les répercussions négatives peuvent être évitées grâce à une compréhension du contexte local.

Les évaluations devraient prendre en compte les éventuelles répercussions environnementales sur les nappes phréatiques, les schémas de peuplement, et l'exploitation des ressources environnantes telles que les pâturages (REGLAP/FAO, 2011; C-SAFE, 2007; COOPI, 2002). Elles devraient en outre intégrer la compréhension des systèmes de gestion hydrique existants et des institutions coutumières (Nassef et Belayhun, 2011).

### Les usagers de l'eau, notamment les femmes, devraient être inclus dans ces évaluations, planification et mise en œuvre.

L'« intelligence » – la participation à la sélection du site, conception, gestion soutenue et entretien par le biais des comités des usagers de l'eau, ainsi que la détermination d'activités complémentaires de santé et d'assainissement significatives – est tout aussi importante que le « matériel » (Oxfam, 2004; COOPI, 2002). Il est primordial de comprendre activement les rôles, les besoins des femmes et les perspectives qui se présentent à elles en dialoguant avec les femmes ; cette compréhension n'est pas acquise (ECHO, 2010b).

## LEÇON 14

**La malnutrition aiguë est liée à la sécheresse. La réponse humanitaire n'a pas besoin d'attendre pour savoir qu'elle se produira. Le meilleur moyen de réaliser des améliorations dans l'état nutritionnel est de mettre sur pied une réponse intégrée qui se fonde sur une solide compréhension des causes locales de la malnutrition.**

(PAM, 2011; DEC, 2004; USAID, 2003). Les situations d'urgence à survenue lente observées dans la Corne d'Afrique, au Niger, en Éthiopie et en Afrique australe se sont caractérisées par des taux de malnutrition aiguë qui atteignaient le niveau de crise. La réponse humanitaire est habituellement trop tardive pour empêcher la malnutrition; aussi la réponse prédominante est-elle d'apporter davantage d'aide alimentaire, notamment sous la forme d'aliments prêts à l'emploi. Toutefois, les évaluations soulignent que les interventions paraissent plus efficaces lorsqu'elles prennent en compte les causes multiples de la malnutrition. Davantage de données sont nécessaires pour cerner l'intervention adaptée, ou la combinaison d'interventions, à mettre en jeu lorsque la nutrition constitue un problème structurel ou chronique. On attribue cette situation non seulement à une consommation alimentaire inadéquate, mais aussi aux faibles niveaux de santé publique, d'accès aux services de santé et aux pratiques de soin, comme ce fut le cas au Niger (PAM, 2010a; FEWSNET 2006; IRAM, 2006; CARE et coll., 2005).

### Les interventions sanitaires d'urgence qui renforcent les services de santé publique ont fait la preuve de leur succès, notamment dans la gestion communautaire de la malnutrition aiguë (*community management of acute malnutrition, CMAM*).

(Deconinck et coll., 2011). Les évaluations de la CMAM dans les urgences en 2006 et 2010 mettent en lumière l'importance du rôle de leadership politique et technique des ministères de la Santé (MdS), qui ont assuré les approvisionnements et les ressources humaines, et qui ont intégré la réponse humanitaire dans les infrastructures et les effectifs de santé (Deconinck et coll., 2011). Le soutien apporté au MdS du Kenya lors de la sécheresse de 2005/06 a permis d'institutionnaliser la CMAM dans tout le pays (ECHO, 2005b). Au Niger, la communauté humanitaire a fait campagne pour que le gouvernement dispense les soins de santé gratuitement aux enfants malnutris (MSF, 2005). De même, les distributions en espèces, en particulier les distributions aux cliniques, ont démontré une hausse de l'utilisation des services de soin de santé existants, y compris les services d'immunisation, lors de situations d'urgence (Brewin, 2010; CRS, 2006). Pour autant, des sources et des mécanismes de financement différents empêchent souvent l'intégration complète des interventions sanitaires d'urgence dans la programmation sanitaire permanente (Schimann et Philpott, 2007).

**Si nous disposons de données indiquant que l'alimentation thérapeutique généralisée peut empêcher la malnutrition sévère aiguë, il n'existe aucune donnée fiable selon laquelle l'alimentation supplémentaire empêche la malnutrition modérée et, partant, réduit les niveaux globaux de malnutrition aiguë durant les urgences.**

(Hall et coll., à paraître; Navarro et coll., 2008; PAM, 2007a; Duffield et coll., 2004; USAID, 2003). Le choix de

mettre en œuvre des programmes d'alimentation supplémentaire (PAS) repose au mieux sur les résultats d'enquêtes nutritionnelles, mais se fonde rarement sur une analyse des causes de la malnutrition. Dès lors, l'alimentation supplémentaire a été utilisée à la quasi-exclusion d'autres interventions complémentaires et nécessaires (USAID, 2003). En revanche, il s'avèrerait peut-être plus efficace d'étendre la pratique des transferts monétaires, surtout là où les taux de défaut risquent d'être élevés (Navarro et coll., 2008).

### **Réagissant à la performance médiocre de certains programmes d'alimentation supplémentaire ciblés, les agences essayent des réponses complémentaires, dont les transferts monétaires, avec un certain succès.**

En Somalie en 2009, la perception de transferts monétaires a permis d'accélérer le rythme de prise de poids chez les enfants qui suivaient le programme d'alimentation thérapeutique de SCUK : les enfants issus de foyers recevant des transferts prenaient du poids 45 % plus vite que ceux des foyers non bénéficiaires, ce qui était attribué au fait que les familles bénéficiaires étaient en mesure de mieux subvenir aux besoins alimentaires additionnels des enfants malnutris (Brewin, 2010). ACF a fourni des bons d'achat d'aliments frais aux familles du camp de réfugiés de Dadaab qui participaient à des programmes de supplémentation ciblés, jouant un rôle incitatif et augmentant la couverture (Dunn, 2010). En Éthiopie en 2005/06, *Tearfund* a observé que les programmes de supplémentation avaient un effet limité étant donné que les rations étaient habituellement partagées au sein de la famille et qu'il y avait en général peu d'autres denrées pour « compléter » (Tearfund, 2006). Pour des raisons similaires, PAM/UNICEF a fourni une « ration de protection » en espèces ou en aliments aux familles qui recevaient des suppléments alimentaires de couverture au Niger (PAM, 2011). Les programmes de supplémentation doivent s'accompagner d'une ration générale adéquate pour les familles, de soins de santé et de formation complémentaires, notamment sur l'alimentation de l'enfant malnutri et sur les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Un appel a été lancé à une présentation de l'information plus solide sur la performance des programmes de supplémentation, pour justifier que soit maintenue leur utilisation en tant que moyen efficace de prévention ou de réduction de la malnutrition aiguë (Hall et coll., à paraître; Sphere, 2010).

### **Des avancées ont été réalisées dans le suivi et l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants des communautés pastorales.**

ACF a démontré une méthode innovante de mise en œuvre des enquêtes nutritionnelles auprès des enfants des communautés pastorales (Dunn, 2010). On reconnaît de plus en plus les causes complexes de la malnutrition dans les moyens de subsistance pastoraux, notamment les pratiques de soins aux enfants (Hampshire, 2009). Les agences ont également expérimenté avec les cliniques mobiles pour les pasteurs, mais avec des résultats mitigés (Longley, 2010; Grunewald et coll., 2006a). Les risques ? C'est que les cliniques mobiles répètent inutilement les efforts, ne soient pas durables et ne favorisent pas une capacité renforcée du lien en train de se développer entre le personnel de santé et les communautés (Grunewald et coll., 2006b).

## LEÇON 15

**L'intervention directe en graines est en train de laisser la place à des approches qui permettent une plus grande participation de la part des bénéficiaires, compte tenu de problèmes liés à la perturbation des marchés des graines et à la question d'assurer que les graines sont appropriées et de qualité.**

**La distribution de graines résistantes à la sécheresse ou de semences à cycles courts comme mesure d'atténuation de la sécheresse ou de soutien au relèvement devrait être préparée tôt et mise en œuvre rapidement.**

En 2009 à Ukambani au Kenya, la *Kenya Red Cross Society* (KRCS) a pu distribuer des graines afin de profiter d'une bonne saison des pluies, à la suite d'une planification prévisionnelle durant la période de sécheresse précédant les pluies (FICR, 2011). À l'inverse, lorsque la FAO a distribué des graines trop tard pour être plantées en Somalie, les bénéficiaires les ont consommées (Nicholson et coll., 2007).

**Les évaluations ne devraient pas présumer qu'il existe un besoin de graines.**

Les évaluations devraient déterminer s'il existe un besoin réel (et non présumé) de graines, et analyser la capacité des

marchés locaux à y répondre (FAO, 2005; Levine et Chastre, 2004). Supposer que les graines ne sont pas disponibles peut endommager les mécanismes de distribution locaux, plus durables. Les enquêtes EMMA au Soudan ont révélé que les commerçants avaient cessé de stocker des graines d'okra parce qu'elles étaient si souvent distribuées par les agences d'aide (EMMA, 2011).

### **Les agences devraient, autant que possible, s'approvisionner localement en graines...**

En 2000 au Kenya, *Catholic Relief Services* (CRS) a organisé 14 foires aux graines en trois semaines, fournissant à plus de 8000 familles les graines préférées en fonction du moment opportun pour leur ensemencement. D'autres organisations, comptant sur des semences commandées à des entreprises, n'ont pas été livrées à temps pour l'ensemencement (CRS, 2004).

### **...et avoir confiance que les gens savent ce qui leur convient le mieux.**

Une évaluation des foires aux graines lors de sécheresses en Éthiopie, en Gambie et au Zimbabwe a montré que persistait, parmi le personnel des ONG, une méfiance distincte à l'encontre des marchés et un manque de confiance en l'aptitude des populations à faire des choix judicieux (CRS, 2005). Pourtant, l'analyse des foires aux graines dans divers contextes porte à croire que, pour assurer le succès des interventions d'urgence en graines, il devrait y avoir le moins de restrictions possible sur l'inclusion des vendeurs et des graines, et sur les choix des agriculteurs (ODI, 2006).

## LEÇON 16

**Correctement gérées, les interventions en matière d'élevage pastoral sont riches en enseignements pour la communauté humanitaire. Pourtant, leur intégration continue de se heurter à des obstacles institutionnels.**

**Si nous disposons de plus en plus de connaissances sur les bonnes pratiques en matière d'interventions pastorales, le passage à l'échelle supérieure suppose un engagement à effectuer un changement systémique dans la réponse humanitaire.**

Par approximations successives, les interventions pastorales efficaces ont mis en lumière l'importance de plusieurs pratiques : collaborer avec le gouvernement local et les communautés pour la planification d'anticipation et la gestion du cycle de sécheresse ; accroître les capacités et la participation, notamment des femmes ; mener des interventions axées sur les moyens de subsistance intégrées et efficaces économiquement ; non seulement sauver des vies humaines, mais aussi accroître la résistance en valorisant les institutions coutumières performantes ; et diversifier les moyens de subsistance. Cependant, comme le fait observer un bilan interne du projet *Pastoral Areas Coordination, Analysis and Policy Support* (PACAPS), « les initiatives à petite échelle lancées par des bailleurs isolés, des ministères ou des ONG ne seront jamais à la hauteur de la tâche » (Levine et coll., à paraître 2011 : 36). En revanche, un engagement à réorganiser le système actuel et à cartographier une procédure pour sa réforme s'impose (Levine et coll., à paraître, 2011 ; Mousseau et Morton, 2010 ; Pantuliano et Pavenello, 2010).

**Il y a lieu de veiller à ce que les interventions sur l'élevage ciblent les plus nécessiteux.**

Par exemple, l'accroissement de la disponibilité des aliments pour le bétail, rendu possible grâce à la création de réserves de sécheresse, à la fenaison et à la production d'aliments supplémentaires, s'est avéré efficace lors de la sécheresse de 2009/10 dans la Corne d'Afrique (Boku, 2010 ; Nicholson et Desta, 2010). Or, tous les pasteurs ne sont pas pauvres, et certaines interventions sur l'élevage peuvent profiter de manière disproportionnée aux riches (voir par exemple leçon 3 plus haut sur les évaluations des besoins). Il est possible de minimiser les risques d'accès inéquitable en créant des enclos et des réserves de fourrage publics ou communaux (et non privés) créés et cogérés par des institutions étatiques et coutumières (ECHO, 2010b ; Nicholson et Desta, 2010 ; Steglich et Bekele, 2009). L'implication des femmes dans la gestion des réserves de fourrage peut donner lieu à une plus grande durabilité et à un partage équitable des avantages (Boku, 2010).

**Pour maximiser l'impact potentiel, des normes minimales telles que celles fournies par les Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS, selon le sigle en anglais) doivent être respectées.**

CARE Éthiopie a mis sur pied un programme d'alimentation complémentaire qui a permis de faire reculer la mortalité à 4 %. En revanche, à Abala, district voisin, où dix animaux reçurent une quantité de nourriture prévue pour seulement trois, la mortalité était de 24 %. Une mise en œuvre efficace a d'importantes répercussions sur le rapport coût-efficacité : à Borana par exemple, le programme d'alimentation affichait un ratio coûts-bénéfices de 91 : 1, alors qu'à Afar il était de 1,5 : 1, et à Abala 0,03 : 1 (Bekele, 2010). La vaccination a eu un impact limité sur la mortalité du bétail lors des sécheresses de 2005/06 et 2008/09, en grande partie en raison d'un non-respect des normes minimales relatives à l'usage des vaccins appropriés, aux niveaux de la couverture et des doses vaccinales, au moment choisi pour la vaccination et au stockage adéquat des vaccins, ainsi qu'aux stratégies de vaccination transfrontalières divergentes (Boku, 2010; Nicholson et Desta, 2010; Catley et coll., 2009; CARE, 2009, ECHO, 2010a).

### **Étant donné que le pastoralisme dépend fortement des marchés, la consolidation des liens entre les acteurs du marché et les pasteurs présente un intérêt à la fois immédiat et à long terme.**

Les pasteurs sont disposés à payer pour des services essentiels de haute qualité et, en cas de problème d'accès, les agences peuvent fournir des aides en espèces ou en bons. SCUS a constaté que les décès de bétail causés par des maladies animales pendant la sécheresse baissaient de 50 % lorsque la disponibilité des soins et des médicaments était assurée par le biais d'agents vétérinaires communautaires, qui à leur tour percevaient 20 % des bénéfices réalisés sur les ventes des médicaments qu'ils avaient achetés, par le système des bons, dans les pharmacies privées locales (Bekele et Akumu, 2009). La fourniture de services par le secteur privé fonctionne mieux lorsque les marchés et les services existent déjà, notamment pour la réduction commerciale des cheptels (Bekele et Abera, 2008).

### **Un usage innovant des marchés visant à répondre aux besoins des pasteurs encore mobiles, des gardiens de troupeaux marginaux et d'autres populations périurbaines totalement démunies peut renforcer le lien entre ces groupes, dans une situation gagnant-gagnant.**

Le dénuement ou la marginalisation pastorale est un problème croissant (Nicholson et Desta, 2010, Beyeda et Bereda, 2009). VSF a collaboré avec les populations urbaines démunies du nord du Kenya pour faciliter la réduction des cheptels, et améliorer le traitement des produits d'origine animale et le soutien à l'élevage (production fourragère) (Shuria, 2010 ; Nicholson et Desta, 2010). Le couplage de l'accroissement de la production d'origine animale avec les bons d'achat de lait et de viande a fourni un revenu et des aliments riches en nutriments dont les populations avaient bien besoin. De plus, ces interventions présentent des avantages à plus long terme en matière de diversification des revenus et de création d'infrastructures pour le traitement et la commercialisation des produits d'origine animale (SCUK, 2010; Shuria, 2010).

### **Les démarches sensibles à la dimension du genre ont des retombées à plus long terme sur le statut des femmes dans les économies pastorales.**

Les agents vétérinaires communautaires femmes ont fait montre d'une grande capacité et d'un engagement envers leur travail, et sont particulièrement appréciées par les femmes qui élèvent de petits ruminants autour de leur propriété familiale. Toutefois, elles ont été victimes de discrimination de la part d'agents vétérinaires hommes (Nicholson et Desta, 2010). Les associations de femmes ont démontré que celles-ci pouvaient répondre aux normes de qualité, d'hygiène et de longévité pour la production laitière, même dans des milieux ruraux à technologie rudimentaire (Shuria, 2010; VSF, 2009).

## LEÇON 17

**La sécheresse augmente souvent le risque de conflits, provoqués par la rareté des ressources naturelles. Grâce à des mesures de prévention et d'atténuation des conflits prises en amont, les pasteurs n'ont pas seulement un accès accru aux ressources, mais les agences humanitaires ont un plus grand accès aux communautés bénéficiaires.**

Les agences incluent de plus en plus la prévention et l'atténuation des conflits dans leurs stratégies de programmation, et rencontrent un certain succès (ECHO, 2010b ; Steglich et Bekele, 2009). Oxfam a mis en place des bureaux d'alerte précoce aux conflits situés dans des lieux appropriés à Wajir, au Kenya avec des observateurs de la paix qualifiés qui sont liés au Réseau d'alerte et de réaction rapide aux conflits (CEWARN) de l'IGAD. Ce réseau surveille les conflits

pastoraux transfrontaliers et internes, et fournit des données relatives aux conflits potentiellement violents, leur explosion et à leur escalade (Nicholson et Desta, 2010; CEWARN, 2007). En janvier 2006, le CEWARN a facilité une réunion de guerriers de Turkana qui souhaitaient se réconcilier avec le groupe des Dodoth de l'Ouganda, en vue de partager l'eau et les pâturages avec les Dodoth qui avaient moins souffert de la sécheresse. Une fois parvenus à un accord de paix, Turkana et Dodoth ont commencé à se livrer à du commerce transfrontalier, échangeant principalement du bétail contre des céréales, ce qui s'avéra hautement bénéfique pour les Turkana qui étaient en train d'essuyer d'importantes pertes de bétail et connaissaient des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Les plans d'urgence doivent donc inclure l'atténuation des conflits (Nicholson et Desta, 2010).

## CE QUE LES ÉVALUATIONS NE NOUS ENSEIGNENT PAS

Parmi les recherches de **portée plus étendue** conduites pour ce rapport figuraient non seulement des évaluations spécifiques à des projets, mais aussi des évaluations critiques générales de la réponse à la sécheresse. Ceci est en partie dû au fait que les agences ont tendance à se polariser sur les recommandations pour améliorer les programmes, plutôt que sur les facteurs plus généraux ou sous-jacents ou sur les problèmes systémiques. Autrement dit, pour citer un observateur : « une solution technique ne saurait résoudre un problème systémique » (Levine, 2011).

**Une grande partie de ce qui est local et non occidental dans l'action humanitaire n'est pas reconnue:** les mécanismes d'adaptation des communautés, l'univers parallèle qui recouvre la zakat, la migration et les envois de fonds des travailleurs émigrés. Ces pratiques constituent les flux non répertoriés de l'aide de groupes et de pays qui ne font pas partie du système humanitaire déterminé par le Nord (Donini et coll., 2008 ; Grunewald et coll., 2006a).

**On ne trouve aucune évaluation des efforts des ONG et de la société civile locales dans la documentation d'évaluation courante,** soit parce que les agences ou bailleurs internationaux ne sont pas conscients de leur existence ou ne les soutiennent pas, soit parce qu'ils s'attribuent le mérite de travaux qu'ils ont sous-traités à des groupes locaux de la société civile. Si la participation des communautés touchées aux activités des agences semble être en hausse, la volonté des agences de faciliter les efforts des communautés concernées semble faire cruellement défaut (Telford et Cosgrave 2006).

**Rapport coût-efficacité.** En fin de compte, bien que les évaluations de la réponse à la sécheresse semblent aller croissant tant en quantité qu'en qualité, il est rare qu'elles mesurent rigoureusement l'impact ou l'amélioration du rapport coût-efficacité, autrement dit qu'elles comparent le coût relatif pour obtenir des impacts similaires. Le recours croissant du PAM à l'analyse rentabilité contre le rapport coût-efficacité représente un pas dans la bonne voie (PAM, 2010b), tout comme le sont les évaluations d'impact mises en œuvre dans le cadre de l'Intervention sur les moyens de subsistance pastoraux (Akilu et Catley, 2010). Même lorsque l'impact est pris en considération, les données provenant des évaluations ne semblent pas former la base de la prise de décision. Au contraire, à l'heure actuelle, les décisions paraissent motivées par la familiarité plutôt que par des preuves tangibles d'efficacité (Hall et coll., à paraître ; Navarro et coll., 2008 ; Grunewald et coll., 2006a).

## REMERCIEMENTS

Le présent dossier des enseignements tirés a été rédigé par Kerren Hedlund et Paul Knox Clarke. Il se fonde sur le rapport *Slow-onset disasters: drought and food and livelihoods insecurity - learning from previous relief and recovery responses*, publié initialement par ALNAP et le Consortium ProVention en 2007. Les auteurs tiennent à remercier toutes les personnes qui ont apporté leurs commentaires à l'article original : Steve Collins, Justin Corbett, Stephen Devereux, Gary Eilerts, Tim Frankenberger, Nick Haan, Paul Haan, Julius Holt, Hisham Khogali, Jeffrey Marzilli, John Mitchell, Michael O'Donnell, Kassoum Ouattara, Buzz Sharp, Tenna Shitareck, Jeremy Shoham et Mija Ververs. Ils remercient également Andy Bastable, Justin Corbett, Adrian Cullis, Jeremy Shoham et Cathy Watson pour leurs commentaires sur cette version révisée. Nous remercions Philippe Galinier pour la traduction française.

# RECOMMANDATIONS ET RESSOURCES

De nombreuses recommandations, normes et documents de meilleures pratiques sont disponibles – souvent en ligne – pour aider à la conception et à la mise en œuvre de programmes. Nous répertorions ici quelques-uns des documents clés.

## Général

Le Projet Sphere (2010) *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response*, Practical Action Publishing, Rugby, disponible sur : [www.sphereproject.org](http://www.sphereproject.org)

## Redevabilité

HAP (2010). La Norme HAP 2010 de redevabilité humanitaire et de gestion de la qualité, HAP International, téléchargeable sur : <http://www.hapinternational.org/>

ECB (2007) *Impact Measurement and Accountability in Emergencies: The good enough guide*, Oxfam GB, Oxford

## Évaluations

Une grande gamme de recommandations destinées aux agences et spécifiques aux secteurs est disponible. Une des démarches multisectorielles les plus utilisées est celle du CICR/FICR :

ICRC/IFRC (2008) *Guidelines for Assessment in Emergencies*, ICRC/IFRC Genève, téléchargeable sur [www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/guidelines/guidelines-for-emergency-en.pdf](http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/guidelines/guidelines-for-emergency-en.pdf)

## Programmation des transferts monétaires

Consulter le site web du Cash Learning Partnership (CaLP) <http://www.cashlearning.org/resources/library> pour obtenir une liste complète de recommandations, dont celles d'ACF, DG-ECHO, HelpAge International, Horn Relief (propres à la Somalie), FICR/CICR, Oxfam et PAM.

## Agriculture vivrière, graines et foires aux graines

Shihemi, AM et A Berloff (2010) *Minimum Guidelines for Agriculture and Livelihoods Interventions in Humanitarian Settings*, IASC Agriculture and Livelihoods Cluster, Nairobi. Téléchargeable sur [http://www.disasterriskreduction.net/fileadmin/user\\_upload/drought/docs](http://www.disasterriskreduction.net/fileadmin/user_upload/drought/docs)

CRS, ICRISAT et ODI (2002) *Seed Vouchers and Fairs: A manual for seed-based agricultural recovery after disaster in Africa*, Catholic Relief Services, Nairobi; International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics, Nairobi; Overseas Development Institute, Londres, téléchargeable sur [http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual\\_guide\\_proced/wfp142691.pdf](http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp142691.pdf)

## Gestion des ressources humaines

People in Aid (2003) *People in Aid Code of Good Practice in the Management and Support of Aid Personnel*, People in Aid, Londres, téléchargeable sur [www.peopleinaid.org/code/](http://www.peopleinaid.org/code/)

## Moyens de subsistance et interventions à plus long terme

Shihemi, AM et A Berloff (2010) *Minimum Guidelines for Agriculture and Livelihoods Interventions in Humanitarian Settings*, IASC Agriculture and Livelihoods Cluster, Nairobi. Téléchargeable sur [http://www.disasterriskreduction.net/fileadmin/user\\_upload/drought/docs](http://www.disasterriskreduction.net/fileadmin/user_upload/drought/docs)

IIRR/Acacia Consultants/Cordaid (2008) *Drought Cycle Management: A toolkit for the drylands of the Greater Horn*, International Institute for Rural Reconstruction, Nairobi

## Élevage

Projet LEGS (2009) *Livestock Emergency Guidelines and Standards*, Practical Action Publishing, Rugby, téléchargeable sur <http://www.livestock-emergency.net/userfiles/file/legs.pdf>

## Marchés

Albu, M (2010) *The Emergency Market Mapping and Analysis Toolkit*, Practical Action Publishing, Rugby, téléchargeable sur <http://emma-toolkit.org/get/download/>

### Nutrition

Global Nutrition Cluster (2008) *A Toolkit for Addressing Nutrition in Emergency Situations*, IASC Global Nutrition Cluster, UNICEF, New York, téléchargeable sur <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources>

### Participation

Guide ALNAP (2006) : *Guide on Participation by Crisis-Affected Populations in Humanitarian Action: A handbook for practitioners*, disponible sur [www.alnap.org/publications/guide\\_handbook/index.htm](http://www.alnap.org/publications/guide_handbook/index.htm).

### Ciblage

Bien que ces recommandations soient spécifiques à l'aide alimentaire, de nombreux principes sont communs à d'autres formes d'aide au redressement : Taylor, A J Seaman (2005) *Targeting Food Aid in Emergencies*, *ENN supplement series*, No 1, juillet, téléchargeable sur <http://www.enonline.net/pool/files/ife/supplement22.pdf>

### Coopération transfrontalière

ACTED/CARE (2011) 'Good practice guidelines for cross border programming in the drylands of Horn of Africa' (version provisoire), téléchargeable sur : [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/reliefweb\\_pdf/briefingkit-8fa2c43376f434f51c4311567e788f0a.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/reliefweb_pdf/briefingkit-8fa2c43376f434f51c4311567e788f0a.pdf)

## BIBLIOGRAPHIE ET RÉFÉRENCES

**Abebe et al (2008)** 'Livelihoods impact and benefit-cost estimation of a commercial destocking relief intervention in Moyale district, southern Ethiopia', *Disasters* 32(2): 167–86

**ACF (2011)** The Pastoralist Survey Method (PSM) and its Application in Mali and Ethiopia, Case Study Summary, Case Study No. 7, ALNAP Innovations

**ACORD/Cordaid (2010)** DPP2 Report Drought Preparedness Project, Dire Woreda, Borana Zone, Action for Development (AFD), Drought Preparedness Program for Pastoral Communities in Ethiopia, Pre-Final Report, July 2009–April 2010

**Adams, L and P Harvey (2006)** *Analysing Markets: Learning from cash responses to the tsunami*. Issues Paper 1, Humanitarian Policy Group, ODI

**Akilu and Catley (2010)** *Livestock Exports from the Horn of Africa: An analysis of benefits by pastoralist wealth group and policy implications*, Feinstein International Center, Tufts University

**Aklilu, Y and M Wekesa (2001)** *Livestock and Livelihoods in Emergencies: Lessons learnt from the 1999–2001 emergency response in the pastoral sector in Kenya*, OUA IBAR, Feinstein International Famine Centre, School of Nutrition Science and Policy, Tufts University

**Ali et al (2005)** *Cash Relief in a Contested Area: Lessons from Somalia*, Horn Relief, ODI/HPG Number 50, March

Bailey and Hedlund (forthcoming) *The impact of cash on nutrition in emergency response*, commissioned by GTZ

**Banos Smith, H (2009)** *The Right to a Say and the Duty to Respond*, Humanitarian Accountability Partnership International

**Barrett, C, Robert Bell, Erin C Lentz et al (2009)** 'Market information and food insecurity response analysis', *Food Security* 1:151–168

**Barrett, C, Andrea Binder, Alexander Gaus et al (2011a)** *Uniting on Food Assistance*, Action paper

**Barrett, C, Erin C Lentz, Cynthia Mathys Barrett et al (2011b)** *Misconceptions about Food Assistance*, GPPi Policy Brief No. 2

**Bekele (2010)** *Review of Save the Children US's Livestock Marketing Initiative in Southern Ethiopia*, Save the Children USA



- Bekele and Abera (2008)** Livelihoods-based Drought Response in Ethiopia: Impact Assessment of Livestock Feed Supplementation, Save the Children USA
- Bekele and Akumu (2009)** Impact Assessment of the Community Animal Health System in Mandera West District, Kenya, Veterinaires Sans Frontieres
- Bekele, G, Andy Catley, Alison Napier and Adrian Cullis (2007)** Impact assessment of the Save the Children USA LEAP Health Program, Afdher and Dolobay Woredas, Somali Region, Ethiopia
- Beyeda and Bereda (2009)** Assessment of Veterinary Service Delivery, Livestock Disease Reporting, Surveillance Systems, and Prevention and Control Measures across Ethiopia/Kenya Border, CARE International, Enhanced Livelihoods In Southern Ethiopia (Else) Project
- Boku (2010)** Participatory Impacts Assessment of Drought Reserve Areas in Guji and Borana Zones, Oromia Region, Report prepared for Save the Children USA
- Brewin (2010)** Independent Evaluation of the Hiran Food Security and Livelihoods Project, Save the Children UK
- Buchanan-Smith, M and K Scriven (2011)** Leadership in Action: Leading Effectively in Humanitarian Operations, ODI/ALNAP
- Burns, John C, Omeno W Suji and Alexa Reynolds (2008)** Impact Assessment of the Pastoralist Survival and Recovery Project, Dakoro, Niger, Lutheran World Federation and Feinstein International Center
- CAFOD (2007)** East Africa Drought Response Programme, April, D Ekuam
- CARE (2000)** Lessons Learned from Different CARE Offices in Design, Monitoring and Evaluation, IFAD Conference on Participatory Approaches for an Impact-oriented Project Cycle, 14–16 November 2000
- CARE (2004)** The Story of RBA in CARE Sierra Leone – Demonstrating why a ‘rights-based approach’ is a better way of conducting humanitarian endeavors, A Napier
- CARE (2007)** CARE Somalia Evaluation of Emergency Water Supply in Gedo Region, October 2007, W Ndirangu and D Kimenye
- CARE (2009)** Existing Approaches and Best Practices in Cross Border Peace Building and Conflict Mitigation and Strengthened CSOs across the Ethio-Kenya Border, ELSE/CARE Ethiopia, Integrated Agriculture Development Consult (IADC), December, Addis Ababa
- CARE (2011)** ‘Lessons learned in community based targeting in Niger’, Presentation to the CaLP
- CARE et al (2005)** Joint Independent Evaluation of the Humanitarian Response of CARE, CRS, Save the Children and World Vision to the 2005 Food Crisis in the Republic of Niger, J Wilding, I Mossi, D Edwards et al, Commissioned by CARE International, Catholic Relief Services, Save the Children Fund, and World Vision, November
- Carr (2011)** ‘Drought does not equal famine’ [www.edwardrcarr.com](http://www.edwardrcarr.com)
- Catley, A (2000)** Community-based Animal Health Care in Somali Areas of Africa: A review, prepared for the Participatory Community based Vaccination and Animal Health Project (PARC-VAC) of the Organisation of African Unity/Interafrican Bureau for Animal Resources (OAU/IBAR)
- Catley, A (2007)** Impact Assessments of Livelihoods-based Drought Interventions in Moyale and Dire Woredas, A Pastoralist Livelihoods Initiative, Feinstein International Center
- Catley, A (2008)** Drought, Policy and Practice Towards Evidence-based and Livelihoods-based Approaches in the Horn of Africa, Third African Drought Adaptation Forum, The African Drought Risk & Development Network, Addis Ababa, September 17–19, ECA, UNDP, ISDR
- Catley, A, Dawit Abebe, Berhanu Admassu et al (2009)** Impact of drought-related vaccination on livestock mortality in pastoralist areas of Ethiopia, Save the Children US, Tufts University
- CDA (2011)** Feedback Mechanisms in International Assistance Organizations, Listening Project
- CEWARN (2007)** Success Stories from the Conflict Early Warning and Response Mechanism
- Chalinder, A (1994)** Water and Sanitation in Emergencies: Good practice review, ODI

- Chastre, Claire, Lola Gostelow, Dominique Blariaux et al (2011)** Addressing Undernutrition with External Assistance (draft), Europe Aid, prepared by Nutrition Advisory Service, January
- Collins, S (2001)** 'The dangers of rapid assessment', Field Exchange ENN 13: 18–19
- Collins, S et al (2006)** 'Key issues in the success of community-based management of severe malnutrition', Food and Nutrition Bulletin 27(3) (supplement), The United Nations University
- Concern (2002)** Forgotten Crisis and Swift Response: An evaluation of Concern Worldwide's emergency operations in Afghanistan, September 2001 – April 2002, N Crawford and P Harvey
- Concern (2006)** After the FACT: An evaluation of Concern Worldwide's food and cash transfers project in three districts in Malawi, 2006, S Devereux, P Mvula and C Solomon
- Concern (2010)** Cash Transfers and Emergency Response in Niger, Concern
- COOPI (2002)** Emergency Programme to Assist the Vulnerable People in Liban Woreda, Borena Zone of Oromia Regional State and Filtu Woreda, Liben Zone of Somali Regional State, C Marconi, project funded by USAID/OFDA
- CRED (2007)** EM-DAT: The OFDA/CRED International Disaster Database, Université Catholique de Louvain, Brussels, query created on 2 April, data version v06.06, www.em-dat.net
- CRED (2011)** EM-DAT Emergency Events Database, WHO Centre for Research and Epidemiology of Disasters
- CRS (2004)** CRS Seed Vouchers and Fairs: Using markets in disaster response, P Bramel, T Remington and M McNeil, CRS East Africa
- CRS (2005)** CRS Seed Fairs and Vouchers: A meta-evaluation of their use in Ethiopia, Gambia and Zimbabwe, ODI/HPG Issue 30, July
- CRS (2006)** Kenya Drought Emergency Response (KDER), Kenya, Catholic Relief Services
- CRS (2010)** Real Time Evaluation Project ADVANCE Niger, Dolphin et al, Catholic Relief Services
- C-SAFE (2004)** Market Assistance Pilot Programme (MAPP): Zimbabwe, external evaluation report, Consortium for the Southern Africa Food Security Emergency, Vedma Consulting Group
- C-SAFE (2005)** What we Know about Exit Strategies: Practical guidance for developing exit strategies in the field. a product of the C-SAFE Regional Learning Spaces Initiative, A Gardner, K Greenblott and E Joubert, September
- C-SAFE (2007)** End of Programme Evaluation, synthesis report, TANGO International
- CTC Research Programme (2006)** Community-based Therapeutic Care: A field manual (first edition). Valid International and Concern Worldwide
- Danida/Nissan-Petersen et al (2006)** A Series of Publications on Water and Dry Land Technologies for the Dry Lands
- Davis, A (2007)** Concerning the Accountability of Humanitarian Action, Network Paper 58, ODI/HPN
- DEC (1999)** Evaluation of Expenditure of Sudan Appeal Funds, M Corbett, E Kejji, J Kirkby et al, June
- DEC (2004)** A Stitch in Time? Independent Evaluation of the Disasters Emergency Committee's (DEC) Southern Africa Crisis Appeal July 2002 to June 2003, Valid International, January
- Deconinck, H et al (2007)** Review of Community-based Management of Acute Malnutrition in the post-emergency context: Synthesis of lessons on the integration of CMAM into national health systems, FANTA
- Deconinck, H et al (2011)** Review of Community-Based Management of Acute Malnutrition Implementation in Niger October 13–28, 2010, FANTA
- Demeke, F (2008)** Guideline for conflict sensitive programming, For the Running Dry Initiative: Empowering poor people to manage water in arid and semi-arid lands
- Desti, S, W Berhanu, G Gebru and D Amosha (2008)** Pastoral Dropout Study in Selected Woredas of Borana Zone Oromia Regional State, CARE International Ethiopia
- Devereux, S (2004)** Challenges of Targeting Safety Nets in Pastoral Areas of Ethiopia: A discussion note, Institute for Development Studies
- Devereux and Mhlanga (2008)** Cash Transfers in Lesotho: An evaluation of World Vision's Cash and Food

Transfers Pilot Project, Institute of Development Studies and Concern Worldwide

**DFID (2004)** Review of the Government of Lesotho Emergency Response and Suggestions for Future Programming to Address Food Insecurity in Lesotho, R Van der Boogaard, R Slater, M Gugushe and M Phakoana, February, Acacia Consultants Ltd and ODI

**DFID (2006a)** Ethiopia's Productive Safety Net Programme (PSNP): Trends in transfers within targeted households, S Devereux, R Sabates-Wheeler, M Tefera and H Taye, IDS and Indak

**DFID (2006b)** Targeting Ethiopia's Productive Safety Net Programme (PSNP), K Sharp, B Taylor and A Teshome, ODI, the IDL Group and A-Z Capacity Building Consultants

**DFID (2006c)** Ethiopia Productive Safety Net Programme (PSNP): Study on Policy, Programme and Institutional Linkages, R Slater, S Ashley, Mulugeta Tefera et al, ODI, the IDL Group and Indak International

**Donini et al (2008)** Humanitarian Agenda 2015: Principles, power, and perceptions, Tufts University

**DRMFSS (2011)** Humanitarian Requirements 2011, Joint Government and Humanitarian Partners Document, Department of Risk Management and Food Security Sector, Ethiopia

**Duffield, A et al (2004)** Review of the Published Literature for the Impact and Cost-effectiveness of Six Nutrition Related Emergency Interventions, report prepared by the ENN, December

**Dunn (2010)** Independent evaluation of the Dadaab refugee camps fresh food voucher programme, ACF-UK, Kenya

**ECB/ACAPS (2011)** Secondary data review on Horn of Africa Drought, ECB/ACAPS, Geneva

**ECHO (2002a)** ECHO-funded Drought Relief Programme in Central America, S Pellegrini and D Wendt, GFE Consulting Worldwide, October

**ECHO (2002b)** Evaluation of ECHO's Reaction to Serious Drought Situations, S Pellegrini, P Kormoss and D Wendt, GFE Consulting Worldwide, October

**ECHO (2002c)** Evaluation of ECHO's 2000 and 2001 Funded Actions in Cambodia – Synthesis Report, C Schuftan and JP Mahe, SHER Ingenieurs-Conseils sa, September

**ECHO (2003)** Evaluation of ECHO's 1999–2002 funded operations in Sudan – Synthesis Report, C Schuftan and JP Mahe, SHER, Ingenieurs-Conseils s.a., September

**ECHO (2004)** Evaluation of the ECHO Operations in Zimbabwe (2002–2003) – Synthesis Report, A Dorelmann, Germax Gerli GmbH, March

**ECHO (2005a)** Evaluation of DG-ECHO's Actions in Zimbabwe – Final Report, M Chisvo, A Musa and J Gillespie, Agrer Consulting

**ECHO (2005b)** End of Project Evaluation of the ECHO Funded Gok/UNICEF Response to the Kenya Drought Emergency 2004-2005, Acacia Consultants Ltd,

**ECHO (2009)** Mid Term Evaluation of DG ECHO's Regional Drought Decision in the Greater Horn of Africa March – May 2009, Submitted by John Wilding (TL), Jeremy Swift and Hans Hartung, AGEK Consultants eG

**ECHO (2010a)** Evaluation of the ECHO funded Integrated Emergency Nutrition and Health Program in Shinile Woreda of Shinile Zone, Somali Regional State, Save the Children, agreement number ECHO/ETH/BUD/2009/01003, date of evaluation: July 2010

**ECHO (2010b)** Drought Preparedness Initiatives among the Humanitarian Partners, Putting the Disaster Risk Reduction Elements Together: Lessons learned from the ECHO – financed Regional Drought Decision (RDD) projects in Ethiopia December 2010

**EMMA (2011)** Emergency Market and Mapping Analysis: Seeds

**EU (2010)** Drought Management Initiative, Drought Management Initiative

**FAO (2005)** The Distribution of Relief Seed and Fertilizer in Zimbabwe: Lessons derived from the 2003/04 Season, D Rohrback et al, FAO and ICRISTAT

**Farawo, M (2009)** Household & Nutritional Impact Assessment, ECHO Food Aid and Livelihood Recovery Programme, ECHO Funded Support to Local Livestock Production for Food Aid and Reintegration Assistance of

- Returnees and Vulnerable Residents, Malakal and Aweil 2008, Veterinaires Sans Frontieres, February
- Featherstone, A (2010)** Fit for the Future: Strengthening the leadership pillar of humanitarian reform, Washington, NGOs for Humanitarian Reform Project
- Featherstone, A (2011)** United we Stand? Collective Accountability in the Humanitarian Sector in Humanitarian Exchange magazine 52, Humanitarian Accountability, ODI/HPG
- FEWSNET (2006)** Understanding Nutrition Data and the Causes of Malnutrition in Niger: A special report by the Famine Early Warning Systems Network (FEWSNET)
- FEWSNET (2010)** Niger: Perspective sur la sécurité alimentaire, Juillet à Décembre 2010
- FEWSNET/FSNAU (2011a)** Special Brief: Market Functioning in Southern Somalia, 28 July
- FEWSNET/FSNAU (2011b)** Famine in Southern Somalia: Evidence for an updated declaration
- FIC (2008)** Impact Assessment of Humanitarian Response: A review of the literature, C Watson, Feinstein International Centre
- Global Humanitarian Assistance (2011)** Food Security Crisis in the Horn of Africa, July
- GOK/KFSM (2001)** A Mid Term Review of EMOP Structures in Kenya, A Andersen, FEG, evaluation implemented for the Government of Kenya, Kenya Food Security Meeting (KFSM)
- Government of Niger (2010)** Rapport general de l'atelier sur les lecons apprises de la gestion de la crise nutritionnelle de 2010, Republique du Niger, Ministere de la Sante Publique, Direction de la Nutrition
- GPPi/URD (2010a)** Cluster Evaluation II: Synthesis Report, IASC, OCHA
- GPPi/URD (2010b)** Cluster Evaluation II: Case Study Uganda, IASC, OCHA
- Grunewald et al (2006a)** Real Time Evaluation of the Drought Response in the Horn of Africa, 13/08/2006 – 20/10/2006, Regional Synthesis, UNICEF, December
- Grunewald et al (2006b)** Ethiopia: Real Time Evaluation of the 2006 Emergency Response, Commissioned by UNICEF and OCHA
- Grunewald et al (2006c)** Kenya: Real Time Evaluation of the 2006 Emergency Response, commissioned by UNICEF and OCHA
- Grunewald et al (2006d)** Somalia: Real Time Evaluation of the 2006 Emergency Response, commissioned by UNICEF and OCHA
- Grunewald et al (2006e)** Somalia: Real Time Evolution of the 2006 Emergency Response 13/08/2006– 20/10/2006, Regional Synthesis, December, commissioned by UNICEF and OCHA, Hall, A, Blankson, B and Jeremy Shoham (2011 forthcoming) A review of recent evidence presented in peer reviewed journals of the impact of interventions during emergencies on nutritional status, Centre for Public Health Nutrition, School of Life Sciences, University of Westminster, London, Emergency Nutrition Network
- Hammond, L and D Maxwell (2002)** The Ethiopian crisis of 1999–2000: lessons learned, questions unanswered, Disasters 26(3)
- Hampshire (2009)** The social context of childcare practices and child malnutrition in Niger's recent food crisis, Disasters 33 ODI/HPG
- Harvey, P (2007)** Cash-based Responses in Emergencies, ODI/HPG, Report 24
- Harvey and Bailey (2011)** Good Practice Guidelines for Cash-Based Responses in Emergencies, ODI/HPG
- Haan, N (2006)** Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification, Technical Manual, Version 1. Food Security Analysis Unit for Somalia
- Hellmuth, ME, A Moorhead, MC Thomson and J Williams (eds) (2007)** Climate Risk Management in Africa: Learning from Practice, International Research Institute for Climate and Society (IRI), Columbia University
- HelpAge International (2001)** Field Exchange November 2001: Older People, Nutrition and Emergencies in Ethiopia, Excerpts from Older People in Disasters and Humanitarian Crises: Guidelines for best practice, Suraiya Ismail and Mary Manandhar, HelpAge International

- Hoddinott, J et al, Daniel O Gilligan, Neha Rati et al (2009)** An Impact Evaluation of Ethiopia's Productive Safety Nets Program, International Food Policy Research Institute (IFPRI), 30 June
- Hoogendoorn and Boogaard (2010)** Evaluation of DG Echo's Funded Actions in Kenya (2008–2009): Funding nutrition and livelihood support within drought responses, April–June 2010 ECHO
- Howe, P and S Devereux (2004)** 'Famine intensity and magnitude scales: a proposal for an instrumental definition of famine', *Disasters* 28(4): 353–372, ODI
- Humanitarian Outcomes (2010)** Once Removed: Lessons and challenges in remote management of humanitarian operations for insecure areas, Stoddard, Harmer and Renouf, 25 February
- Hopkins (2011)** 'Review of programmes for increased pastoral resilience to drought, Oromia Region, Ethiopia, CARE', Presentation on "Developing index-based livestock insurance to reduce vulnerability due to drought-related livestock deaths" at ILRI, Addis Ababa, 2010
- IFRC (2002)** Southern Africa Food Security Operation – Real-time Evaluation Report, R Essack-Kauaria, A Torbjornsen and A Daudrumez, IFRC, November
- IFRC (2003)** World Development Report, International Federation of the Red Cross
- IFRC (2005)** World Development Report, International Federation of the Red Cross
- IFRC (2011)** Kenya Drought and Food Insecurity, Emergency Appeal IIRR/Acacia Consultants Ltd/Cordaid (2004) Drought Cycle Management – A toolkit for the drylands for the Greater Horn of Africa
- IRAM (2006)** L'évaluation du Dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger coordonnée par J Egg, IRAM, February
- IRIN (2011)** 'Act now to mitigate drought effects, say agencies, 19 January 2011'
- Islamic Relief (2002)** Islamic Relief, Afghan Crisis Relief Programme – An External Evaluation, A Saeed, June
- Jaspars, S (2006)** From Food Crisis to Fair Trade: Livelihoods analysis, protection and support in Emergencies, ENN special supplement series, no 3,
- Jere, P (2007)** The Impact of Food Aid on Food Markets and Food Insecurity in Malawi: A case study, Regional Network for Health Equity in Southern Africa (EQUINET), Equinet discussion paper 45
- King, A and Z Mekuria (2009)** Evaluation of SCUUK/US ECHO-Funded Pillar Project, 1st Draft Report: 28 August, FEG Consulting
- KRCS (2011)** 'Kenyan Red Cross urges government to declare drought, 6 January 2011'
- Lambroschini, S and H Hulufu (2011)** Good Practice Guidelines for Cross Border programming in the Drylands of Horn of Africa, CARE, June
- Letai, J (2011)** The AU Policy Framework for Pastoralism in Africa – Securing, protecting and improving the lives, livelihoods and rights of pastoralist communities, REGLAP Newsletter
- Levine et al (2009)** Trigger Happy? Signals for timely humanitarian response in pastoralists areas, COMESA, Comprehensive Africa Agriculture Development Programme, Technical Briefing Paper No. 2, May
- Levine et al (forthcoming 2011)** System failure – time to reboot? A new perspective on the problems of timely response to crises in the Horn of Africa (revised), PACAPS
- Levine, S and C Chastre (2004)** Missing the Point: An Analysis of Food Security Interventions in the Great Lakes, ODI, Humanitarian Practice Network Paper 47
- LIU (2006)** Information Sheet Number 1, Livelihood Integration Unit, Government of Ethiopia Disaster Prevention and Preparedness Agency
- LIU (2007)** Evaluation of Livelihoods Based Needs Assessment Pilot in the SNNP Region, Food Economy Group (FEG), Livelihoods Integration Unit, April
- LIU (2008)** Second Annual Report October 1, 2007 – September 30, 2008 & Quarterly Report July 1 – September 30, 2008, Livelihoods Integration Unit
- Longley (2006)** Seed Vouchers in Emergency Programming: Lessons from Ethiopia and Mozambique, HPG Background paper, HPG/ODI

- Longley (2010)** End Evaluation of the Moyale Cross-Sectoral Emergency Response Programme (final report revised 28 May), Concern Worldwide
- Longley and Wekesa (2007)** Improving Drought Response in Pastoral Areas of Kenya: Lessons and recommendations, CARE International
- Majid, N (2008)** Improving Early Warning Systems in Somali and Afar Regions; the Final Report by SCUUK of the PLI-EW Project (November 2008)
- Majid, N (2011)** Early Warning, Delayed Response: Lessons learned from IFRC appeals 2008–2010, IFRC
- Majid, N and Nicholson (2009)** Final Evaluation of the Early Warning Component of the PLI (2005–2009), Implemented by Save the Children UK, funded by USAID
- Majid, N, H Hussien and H Shuria (2007)** Evaluation of the Cash-consortium in Southern Somalia, Oxfam GB and Horn Relief with AFREC, Development Concern and WASDA
- Mano, R. Isaacson, B Dardel, P (2003)** Identifying Policy Determinants of Food Security Response and Recovery in the SADC Region: The Case of the 2002 Food Emergency Keynote paper prepared for the FANRPAN Regional Dialogue on Agricultural Recovery, Food Security and Trade Policies in Southern Africa, Gaborone, Botswana, 26 – 27 March 2003
- Mattinen and Ogden (2006)** Emergency Cash Relief Program, Somalia, 2003–2004, Horn Relief and Norwegian People's Aid
- Maunder, N (2006)** The Impact of Food Aid on Grain Markets in Southern Africa: Implications for tackling chronic vulnerability, a review of the evidence, Regional Hunger and Vulnerability Programme
- McOyoo (2010)** Check-list to Test for CMAM Coherence, Save the Children UK
- Mousseau and Morton (2010)** Addressing Chronic Food Insecurity in the Horn of Africa: Good practice identified but commitment needed? REGLAP, December
- MSF (2005)** Pay or Die: Nutritional crisis in Niger, June
- Nassef and Belayhun (2011)** Synthesis of Existing Knowledge and Experience on the Provision of Water Supplies to Pastoral Communities in Ethiopia, RiPPLE: RELPA, ELSE/ELMT and Global Water Initiative
- Navarro et al (2008)** Measuring the Effectiveness of Supplementary Feeding Programmes in Emergencies, ODI/HPG, September
- Nicholson, N and S Desta (2010)** Evaluation of the Enhanced Livelihoods in Mandera Triangle and Southern Ethiopia 2007–2009, ELMT/ELSE, funded by USAID
- Nicholson, N, N Majid, O Cossée et al (2007)** Evaluation of FAO's Emergency & Rehabilitation Assistance in the Greater Horn of Africa 2004–2007, October, FAO
- NORAD (2011)** We Accept Cash: Mapping Study on the Use of Cash Transfers in Humanitarian, Recovery and Transitional Response, Norad Report (discussion), October
- O'Donnell (2007)** Project Evaluation of the Cash-Based Emergency Livelihood Recovery Programme, May to November 2006, Isiolo District, Save the Children Canada, UK Department for International Development (DFID), July
- OCHA (2011a)** Financial Tracking System, accessed 15 August 2011
- OCHA (2011b)** Somalia Famine & Drought: Situation report 20 August 2011
- ODI (1996)** Seed Provision during and after Emergencies, E Cromwell, L Sperling and R Tripp, Good Practice Review 4
- ODI (2006)** Saving Lives through Livelihoods: Critical gaps in the response to the drought in the Greater Horn of Africa, HPG Briefing Note, May
- ODI/CARE (2010)** Working across Borders: Harnessing the potential of cross border activities to improve livelihood security in the Horn of Africa drylands, Sara Pavanello, HPG Policy Brief 41, Humanitarian Policy Group, July

- ODI/REGLAP (2009)** Getting it Right: Understanding livelihoods to reduce the vulnerability of pastoral communities, Synthesis Paper, Humanitarian Policy Group, April
- Otter and Cortes (2011)** Independent Evaluation of the Bolivian-Chaca Fresh Food Voucher in Response to Drought, ACF-Spain, Kenya
- Oxfam (2002a)** A Review of the Community Based Targeting and Distribution System Used in Kenya in 2000–2002, Acacia Consultants Ltd, November
- Oxfam (2002b)** Review of Cash for Work Component of the Drought Recovery Programme in Turkana and Wajir Districts (September 2001–June 2002), J Frize
- Oxfam (2004)** Evaluation of Oxfam GB's Food Aid and Food Security Emergency Intervention in Mauritania, Acacia Consultants Ltd
- Oxfam (2005)** Evaluation of the Livelihood Programmes in Mapou and Cape Haitian, Haiti, P Creti, Oxfam, February
- Oxfam (2006a)** Can Pastoralism be Brought Back to Life? Towards a safety net and a way forward for North East Turkana, S Levine and A Crosskey, Oxfam GB
- Oxfam (2006b)** An Independent Evaluation of Oxfam GB's Zambia's Emergency Cash-Transfer Programme, P Harvey and N Marongwe, ODI/HPG
- Oxfam (2006c)** No Small Change, Oxfam GB Malawi and Zambia Emergency Cash Transfer Projects: Synthesis of Key Learning, P Harvey and K Savage, ODI
- Oxfam (2006d)** 'Cash transfer programming in emergencies' in P Creti and S Jaspars (eds), Oxfam Skills and Practice, Oxfam, [publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?isbn=0855985631](http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?isbn=0855985631)
- Oxfam (2010)** Hunger in the Sahel: A permanent emergency? Ensuring the next drought will not cause another humanitarian crisis, Oxfam Briefing Note 15, December
- Oxfam (2011a)** Briefing on the Horn of Africa Drought: Climate change and future impacts on food security, August
- Oxfam (2011b)** East African Food Crisis: Poor rains, poor response, briefing paper, July
- PACAPS (2009)** System failure – time to reboot? Taking a systems perspective to the problems of timely response to crises in the Horn of Africa, report on lessons learnt from RELPA/PACAPS work on Early Response in the Horn of Africa, 2007–9, September 2009
- Pantuliano and Pavanello (2010)** Turning Learning in Action: Enabling pastoralist livelihood systems in the Horn of Africa, HPG Policy Brief, Humanitarian Policy Group
- Pantuliano and Wekesa (2008)** Improving Drought Response in Pastoral Areas of Ethiopia, Somali and Afar Regions and Borena Zone of Oromiya Region, for the CORE group (REGLAP/ELSE/ELMT), HPG/ODI, January
- PARIMA/ENABLE (2007)** 'Determinants of Producer Participation in Primary Livestock Markets: Evidence from Oromia Region, Ethiopia', report submitted to CARE/PLI by PARIMA/ENABLE
- Pavanello, Sara (2009)** Pastoralists' Vulnerability in the Horn of Africa: Exploring Political Marginalization, Donors' Policies, and Cross-Border Issues, Literature Review, HPG/ODI, April
- Pavanello, Sara (2010)** Working across Borders: Harnessing the potential of cross border activities to improve livelihood security in the Horn of Africa drylands, for CARE, HPG Policy Brief 41, HPG/ODI, July
- PLI (2009)** Income Generating Groups in Pastoralist Areas and 'Scaling-up', Pastoralists Livelihoods Initiative, Ethiopia, Policy Brief, Tufts University, October
- Poulsen and Fabre (2010)** Cash Transfer for Protection of Blanket Feeding, Maradi and Tahoua Regions, UNICEF
- Poulsen et al (2007)** Drought and Vulnerability – A review of context, capacity and appropriate interventions with respect to drought and the problem of acute malnutrition in the Sahel Region of West Africa, concept paper (final version), February
- ProVention Consortium (2007)** Community Risk Assessment Toolkit
- REDSO (2004)** Retrospective Analysis, 2002/3, Crisis in Ethiopia: Early warning and response, A Andersen and

R Charloutan, Food Economy Group and FEWSNET, commissioned by Regional Economic Development Services Office for East and Southern Africa (REDSO)

**REGLAP/FAO (2011)**, Draft Good Practice Principles for Water Development in the Drylands of the Horn of Africa

**RELPA (2010)**, Working as a Consortium – Benefits and challenges: insights from the Enhanced Livelihoods in the Manderla Triangle Programme, Policy Brief, ELMT/ELSE, January

**RELPA/ELMT (2009)** 'Proceedings of the First RELPA-ELMT Open Day', La Mada Hotel, Nairobi, 26 November

**RHVP (2007)** The Integrated Food Security and Phase Classification (IPC): A review by the Regional Hunger and Vulnerability Programme, April

**SADC (2005)** Vulnerability Assessment Methodology Review – Synthesis, study commissioned by the Southern Africa Development Community: Food, Agriculture and Natural Resources, Regional Vulnerability Assessment Committee (SADC-FANR RVAC), T Frankenberger, N Mock and P Jere

**Sadler, K, C Kerven, M Calo et al (2009)** Milk Matters: A literature review of pastoralist nutrition and programming responses, Feinstein International Center, Tufts University and Save the Children

**Sahel Working Group (2007)** Beyond Any Drought: Root causes of chronic vulnerability in the Sahel, Trench et al, The Sahel Working Group, June

**Sanchez-Montero and Ubach (2011)** Undernutrition: Lessons from Niger, Harmonising proven strategies, the emergency beyond phase Zero Hunger Phase II, ACF International

**Schimann and Philpott (2007)** Mid-term evaluation of DG ECHO financed actions in the Great Horn of Africa (GHA), final report by AGE Consultants for the European Commission (EC)

**SCHR (2009)** Peer Review on Accountability to Disaster-Affected Populations: An overview of lessons learned, Steering Committee for Humanitarian Response

**SCUK (2004a)** Emergency Nutrition Assessment: Guidelines for field workers, Save the Children UK

**SCUK (2004b)** Community-Managed Targeting and Distribution of Food Aid: A review of the experience of Save the Children UK in Sub-Saharan Africa, E Mathys, Save the Children UK

**SCUK (2005a)** Making Cash Count: Lessons from cash transfer schemes in East and Southern Africa for supporting the most vulnerable children and households, S Devereux, J Marshall, J MacAskill and L Pelham, Save the Children UK, HelpAge International and IDS

**SCUK (2005b)** Children's Feedback Committees in Zimbabwe, C McIvor and K Myllynen, Save the Children UK

**SCUK (2005c)** Impact of a Cash for Relief Programme on Child Caring Practices in Meket Woreda, Save the Children UK

**SCUK (2008a)** 'Choice, Dignity and Empowerment': Cash and food transfers in Swaziland: An evaluation of Save the Children's emergency drought response, 2007/08, SC SW

**SCUK (2008b)** FIK Livelihoods Support and Protection Program (FLLS&PP), end term evaluation report (December 2007 to November 2008), funded by USAID

**SCUK (2009)** 'How cash transfers can improve the nutrition of the poorest children: Evaluation of a pilot safety net project in southern Niger'

**SCUK (2010)** Cash Transfer in Tassaoua (final evaluation), Save the Children

**SCUK (2011a)** 'Update Contingency Plan for Poor GU Rains 2011', Harshin Woreda

**SCUK (2011b)** 'Internal Review of SCUK's fresh food voucher project, Dadaab Camps, Kenya', funded by ECHO, January

**SDC (2006)** Cash Workbook, Swiss Agency for Development and Cooperation

**Seaman, John et al (2000)** The Household Economy Approach: A resource manual for practitioners, Save the Children UK

**Shoham, J (1994)** Emergency Supplementary Feeding Programmes: A good practice review, ODI



- Shuria, H (2010)** Final Impact Evaluation of the Livelihood Component of the ECHO Funded Reducing the Impact of Drought (RID) Programme, Mandera, Kenya, Save the Children UK and Veterinaires Sans Frontieres
- Slater et al (2011)** 'Ethiopia Productive Safety Net Project, Project Performance Assessment Report', Document of the World Bank, Report No. 62549 (CR 4004, IDA Grant H136, TF056013), June 16
- Slootweg et al (2010)** 'Mid real-time evaluation of Oxfam International's response to the food crisis in Niger, August 2010'
- SMART (2005)** Measuring Mortality, Nutritional Status and Food Security in Crisis Situations: The SMART Protocol, Version 1, final draft (January)
- SoS Sahel (2006)** Participatory Impact Evaluation of SOS Sahel Activities in Meket Woreda (1995–2005), SoS Sahel, December
- Sphere (2010)** Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response, Practical Action Publishing
- Steering Committee (2004)** An Evaluation of the 2002–2003 Emergency Response in Ethiopia, Steering Committee for the Evaluation of the Joint Government and Humanitarian Partners Response to the 2002–03 Emergency Response in Ethiopia, P Simkin
- Steglich and Bekele (2009)** Participatory Impact Assessment of Women Income Generating Groups under CARE Intervention in Borena, Ethiopia, report prepared for CARE Ethiopia, Pastoralist Programs, September
- TANGO International (2003)** Evaluation Emergency Programme in Malawi, S Macauley, Save the Children UK, April
- Tearfund (2006)** Ethiopia & Eritrea Appeal 2003–2006, H Goyder and S Wigboldus, evaluation for Tearfund
- Telford, J. and Cosgrave, J. (2006)** Joint evaluation of the international response to the Indian Ocean tsunami, synthesis report Tsunami Evaluation Coalition
- Tilstone, Vanessa (2010)** 'REGLAP: Lesson learning and good practice documentation', REGLAP MEL
- Twigg (2009)** Good Practice Review: Disaster risk reduction: mitigation and preparedness in development and emergency programming, Overseas Development Institute
- UNICEF (1990)** Strategy for Improved Nutrition of Children and Women in Developing Countries, A UNICEF policy review, as referenced in the Sphere Guidelines ([www.sphereproject.org](http://www.sphereproject.org))
- URD (2007)** Linking Relief, Rehabilitation and Development in Afghanistan to Improve Aid Effectiveness: Main Successes and Challenges Ahead, A Banze, C Bouquet, B Boyer et al, Group URD
- USAID (2003)** Risk and Vulnerability in Ethiopia: Learning from the past, responding to the present, preparing for the future, S Lautze et al
- USAID (2005)** Assessments & Appeals: Strengthening Non-food Emergency Responses in Ethiopia, The Livelihoods Program: Saving Lives and Livelihoods, S Lautze, Y Aklilu and E Boyd
- USAID (2011a)** 'Horn of Africa – Drought', Fact Sheet #2, Fiscal Year (Fy) 2011, 14 July
- USAID (2011b)** 'Roundtable on Responding to Emergency Food Insecurity through Cash Transfer and Food Voucher Interventions', convened by the United States Agency for International Development, Bureau of Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance, Office of Food for Peace, reporting note, 8–9 March
- USAID (2011c)** Delivering Improved Nutrition Recommendations for Changes, April 2011, Food Aid Quality Review, report to the United States Agency for International Development, prepared by Tufts University
- Koch, Adamou et al (2010)** An Evaluation of the 2010 Response, Emergency Capacity Building Project (ECB), Niger, November 2010
- VSF (2009)** 'Meat and Milk Voucher project (IMPACT I and II)', Clarke and Fison, VSF, Bahr al Gazal, South Sudan
- Watson, Cathy (2010)** 'Working Locally – Linking Regionally': Recommendations from the ELMT Lessons Bazaars, April 2010
- Wekesa and Kanani (2009)** A Review of the Status of Emergency Water Trucking in the Arid and Semi Arid

Districts of Kenya, for FAO and the Government of Kenya, September

**WFP (2000)** Full Report of the Evaluation of Indonesia EMOP 6006.0: Emergency assistance to drought victims, Office of Evaluation, OEDE

**WFP (2003)** Full Report of the Real Time Evaluation of WFP's Response to the Southern African Crisis, 2002–2003 (EMOP 10200), Office of Evaluation OEDE/2003/3

**WFP (2003b)** Food Aid and Livelihoods in Emergencies: Strategies for WFP, WFP/EB.A/2003/5-A

**WFP (2004a)** Rapport complet d'évaluation de l'Opération d'urgence régionale au Sahel (EMOP 10249.1), C Bugnion, Office of Evaluation OEDE/2004/4

**WFP (2004b)** Exiting Emergencies: Programme options for transition from emergency response, WFP/EB.1/2005/4-B

**WFP (2005a)** Desk Review: Identification of Factors that Trigger Emergency Needs Assessments in Slow Onset Crisis, S Devereux, WFP/Emergency Needs Assessment Branch

**WFP (2006a)** Evaluation de la réponse du PAM à la crise alimentaire au Niger en 2005, Y Bouarfa, Office of Evaluation OEDE/2006/8

**WFP (2006b)** Ethiopia Drought Insurance Updates and 2007 Weather Risk Management Workplan, Consultation, October

**WFP (2006c)** Emergency Needs Assessments and the Impact of Food Aid on Local Markets, C Donovan, M McGlinchy, J Staatz and D Tschirley, SENAC Project, WFP/ Emergency Needs Assessment Branch

**WFP (2006d)** Desk Review: Identification of Methods and Tools for Emergency Assessments to Distinguish between Chronic and Transitory Food Insecurity and to Evaluate the Various Types of Shocks on these Different Livelihood Groups, S Devereux, WFP/ Emergency Needs Assessment Branch

**WFP (2006e)** Full Report of the Thematic Review of Targeting in WFP Relief Operations, J Bailey, Office of Evaluation OEDE/2006/1

**WFP (2006f)** Cash and Food Transfers: A Primer. U Gentilini, Social Protection and Livelihoods Service

**WFP (2007a)** 'Full report of the mid-term evaluation of PRRO 10362.0: Enabling livelihood protection and promotion in Ethiopia', J Shoham (unpublished)

**WFP (2007b)** The use of Cash/Vouchers in Response to Vulnerability and Food Insecurity: Case Study Review and Analysis, J Meyer, TANGO International, Special Initiative for Cash and Voucher Programming. WFP South Africa

**WFP (2009)** Cash and Vouchers Manual, WFP

**WFP (2010a)** 'Response Analysis for Malnutrition in Niger', inter-agency workshop

**WFP (2010b)** '2nd Global Cash & Vouchers Workshop, 22-24 November, 2010', (Session11\_\_PartB\_\_Sandstrom\_\_impact\_\_C&V)

**WFP (2011)** Protracted Relief and Recovery Operation in Niger 200051, World Food Programme WHO et al (World Health Organisation, World Food Programme, United Nations System Standing Committee on Nutrition and United Nations Children's Fund) (2007) Community-based Management of Severe Acute Malnutrition, Joint Statement

**Wilding et al (2009)** 'Mid Term Evaluation of DG ECHO's Regional Drought Decision in the Greater Horn of Africa, March–May 2009', AGE Consultants eG

**World Bank (2005)**, Food Aid and Food Security in the Short- and Long Run: Country experience from Asia and Sub-Saharan Africa, World Bank

**World Bank (2006a)** Ethiopia Productive Safety Nets Programme, APLII, project concept note, World Bank

**World Bank (2006b)** Hazards of Nature, Risks to Development, An IEG Evaluation of the World Bank's Response for Natural Disasters, Independent Evaluation Group, World Bank

**World Bank (2010)** Evaluation of Ethiopia's Productive Safety Net, Rachel Slater et al, IED, World Bank

- World Bank / IFPRI (2002)** The Targeting of Transfers in Developing Countries: Review of experience and Lessons, D Coady, M Grosh and J Hoddinott, World Bank and IFPRI
- Young, H and S Jaspars (2006)** The Meaning and Measurement of Acute Malnutrition in Emergencies: A primer for decision-makers, ODI/HPN Network Paper 56
- Young, H and S Jaspars (2009)** 'Review of nutrition and mortality indicators for integrated phase classification, reference levels and decision-making', study commissioned by the SCN Task Force on Assessment, Monitoring and Evaluation and the Integrated Phase Classification Global Partners, September
- Young, H, et al (2001)** Food Security Assessments in Emergencies: A livelihoods approach, ODI/HPN Network Paper 36
- Zwaagstra et al (2010)** 'An assessment of the response to the 2008–2009 drought in Kenya, a report to the European Union Delegation and the Republic of Kenya', ILRI